

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEUNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO ..... 15.000f 31.000f.				La ligne ..... 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f				Chaque annonce répétée... Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro ..... Année courante 600 f		Année ant. 700f.		
	Par la poste : ..... Majoration de 130 f par numéro				Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81
	Journal légalisé ..... 900 f		Par la poste -		

### S O M M A I R E

#### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

2022

19 décembre . Loi n° 2022-22 portant loi de finances pour l'année 2023 ..... 1473

#### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces ..... 1539

### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

**Loi n° 2022-22 du 19 décembre 2022  
portant loi de finances pour l'année 2023**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 09 décembre 2022 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

#### **PREMIERE PARTIE. - DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

#### **TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

#### **A - Dispositions relatives aux ressources**

#### **Article premier. - Prévion et autorisation des recettes du budget général**

I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2023, à la somme de 3.640.481.000.000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2023, à 278.990.000.000 de FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2023 à 3.919.471.000.000 de FCFA.

#### **Article 2. - Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

I- Pour l'année 2023, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 2.345.083.000.000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 2.345.083.000.000 de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

*Article 3. - Autorisation de perception des impôts et taxes affectés  
aux collectivités territoriales et aux établissements publics*

La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2023, conformément aux lois et règlements en vigueur.

*Article 4. - Prévion et autorisation des recettes  
des comptes spéciaux du Trésor*

I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2023, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2023 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 176.930.000.000 de FCFA.

Par catégorie de compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- Compte d'affectation spéciale à ..... 154.390.000.000 de FCFA ;
- Compte de commerce à ..... 490.000.000 de FCFA ;
- Compte de prêts à ..... 20.750.000.000 de FCFA ;
- Compte d'avances à ..... 800.000.000 de FCFA ;
- Compte de garanties et d'avaux à ..... 500.000.000 de FCFA.

**B - Dispositions relatives aux charges**

**B.1 BUDGET GENERAL**

*Article 5. - Les dépenses du budget général*

I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4.964.954.000.000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : ..... 424.325.000.000 de FCFA ;
- Dépenses de personnel : ..... 1.273.000.000 000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : ..... 1.679.416.000.000 de FCFA ;
- Investissement exécutés par l'Etat : ..... 871.365.449.905 de FCFA ;
- Transferts en capital : ..... 716.847.550.095 de FCFA.

II - Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2023, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7.070.814.706.030 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III- Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2023, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1.273.000.000.000 de FCFA.

**B. 2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor**

**a) COMPTES D'AFFECTION SPECIALE**

*Article 6. - Dépenses des comptes d'affectation spéciale*

I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2023, s'élèvent à 154.390.000.000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Fonds national de Retraite : ..... 134.340.000.000 de FCFA ;
- Fonds de lutte contre les incendies : ..... 200.000.000 de FCFA ;
- Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : ..... 1.500.000.000 de FCFA ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : ..... 500.000.000 de FCFA ;
- Fonds intergénérationnel : ..... 5.155.000.000 de FCFA ;
- Fonds de stabilisation : ..... 12.695.000.000 de FCFA.

II - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

*Article 7. - Autorisation de report*

Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale dénommé Fonds national de retraite (FNR).

**b) COMPTES DE COMMERCE**

*Article 8. - Dépenses des comptes de commerce*

I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2023, s'élèvent à 490.000.000 de FCFA.

II-Il est prévu, pour chaque compte de commerce, un découvert fixé à 10% des crédits ouverts.

**c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES**

*Article 9. - Dépenses des comptes de Prêts et d'avances*

I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2023, sont évalués à 21.550.000.000 de FCFA.

II- les plafonds des comptes de prêts et d'avances sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités territoriales : ..... 800.000.000 de FCFA ;
- Prêts à divers particuliers : ..... 19.950.000.000 de FCFA ;
- Avances aux collectivités territoriales : ..... 800.000.000 de FCFA.

**d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS**

*Article 10. - Crédits ouverts pour les garanties et avals*

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2023, s'élèvent à 500.000.000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2023. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2023 est plafonnée à 500.000.000 FCFA.

**B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

*Article 11. - Evaluation des charges de trésorerie*

Pour l'année 2023, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 2.345.083.000.000 de FCFA.

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE  
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

*Article 12. - Equilibre budgétaire et financier*

I - Pour l'année 2023, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

	LFR 1 2022	LFI 2023	ECART LFI 2023/LFR 1 2022	
<b>I.RECETTES</b>				
<b>1.BUDGET GENERAL</b>				
Recettes fiscales .....	3 052,1	3 486,7	434,6	14,2%
dont Recettes fiscales exploitation pétrole/BG .....		19,8	19,8	
<b>Recettes non fiscales et autres .....</b>	<b>180,0</b>	<b>153,8</b>	<b>-26,2</b>	<b>-14,6%</b>
dont Recettes non fiscales exploitation pétrole/BG .....		14,0	14,0	
<b>Total recettes internes .....</b>	<b>3 232,1</b>	<b>3 640,5</b>	<b>408,4</b>	<b>12,6%</b>
Tirages sur Dons en capital (projet) .....	220,0	232,3	12,3	5,6%
Dons budgétaires .....	46,0	46,7	0,7	1,5%
<b>Total recettes externes .....</b>	<b>266,0</b>	<b>279,0</b>	<b>13,0</b>	<b>4,9%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL .....</b>	<b>3 498,1</b>	<b>3 919,5</b>	<b>421,4</b>	<b>12,0%</b>
<b>2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Comptes d'affectation spéciale .....	127,5	154,4	26,9	21,1%
dont Fonds intergénérationnel .....		5,2	5,2	
dont Fonds de stabilisation .....		12,7	12,7	
dont Fonds national de Retraite .....	125,3	134,3	9,0	7,2%
Compte de commerce .....	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts .....	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	0,5	-00	0,0%
<b>RECETTES CST .....</b>	<b>149,7</b>	<b>176,9</b>	<b>27,2</b>	<b>18,2%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES .....</b>	<b>3 647,8</b>	<b>4 096,4</b>	<b>448,6</b>	<b>12,3%</b>
<b>II. DEPENSES</b>				
<b>1. BUDGET GENERAL</b>				
Intérêts de la dette .....	350,0	424,3	74,3	21,2%
Dépenses de personnel .....	1 037,0	1 273,0	236,0	22,8%
Acquisitions de biens et services et transferts courants .....	1 412,4	1 679,4	267,0	18,9%
Total dépenses courantes .....	2 799,4	3 376,7	577,3	20,6%
Dépenses capital sur ress. internes .....	1 018,8	920,3	-98,5	-9,7%
Dont dépenses afférentes sur recettes d'hydrocarbures .....		33,7	33,7	
Investissements sur ressources externes .....	735,0	667,9	-67,1	-9,1%
Prêts projets .....	515,0	435,6	-79,4	-15,4%
Dons en capital .....	220,0	232,3	12,3	5,6%
<b>Total dépenses d'investissement .....</b>	<b>1 753,8</b>	<b>1 588,2</b>	<b>-165,6</b>	<b>-9,4%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL .....</b>	<b>4 553,2</b>	<b>4 965,0</b>	<b>411,8</b>	<b>9,0%</b>
<b>2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Comptes d'affectation spéciale .....	127,5	154,4	26,9	21,1%
dont Fonds intergénérationnel .....		5,2	5,2	
dont Fonds stabilisation .....		12,7	12,7	
dont Fonds national de Retraite .....	125,3	134,3	9,0	
Compte de commerce .....	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts .....	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances .....	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval .....	0,5	0,5	-00	0,0%
<b>DEPENSES CST .....</b>	<b>149,7</b>	<b>176,9</b>	<b>27,2</b>	<b>18,2%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES .....</b>	<b>4 702,9</b>	<b>5 141,9</b>	<b>439,0</b>	<b>9,3%</b>
<b>Solde budgétaire global .....</b>	<b>-1 055,1</b>	<b>-1 045,5</b>		
<b>Déficit % PIB .....</b>	<b>-6,2%</b>	<b>-5,50%</b>		
<b>PIB NOMINAL .....</b>	<b>16 922,4</b>	<b>19 008,7</b>		

II- Pour l'année 2023, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2.624.073.000.000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 13. - *Approbation du tableau de financement*

Pour l'année 2023, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie à 2.345.083.000.000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances. »

<b>FINANCEMENT</b>				
<b>Besoin de financement</b>				
	<b>LFR 1 2022</b>	<b>LFI 2023</b>	<b>ECART LFR 2022/LFI2023</b>	
Amortissement de la dette .....	853,8	1 269,6	415,8	48,7%
Financement déficit .....	1 055,1	1 045,5	-9,6	-0,9%
Autres opérations de financement .....	25,0		-25,0	-100,0%
Déficit OPEX .....	30,0	30,0	-	0,0%
<b>Total remboursement .....</b>	<b>1 963,9</b>	<b>2 345,1</b>	<b>381,2</b>	<b>19,4%</b>
<b>Couverture du besoin de financement</b>				
Emprunts projets .....	515,0	435,6	-79,4	-15,4%
Surfinancement prévisionnel à reporter .....	120,7000		-120,7	-100,0%
dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS) .....	50,0		-50,0	-100,0%
Emprunts programmes .....	361,0	158,0	-203,0	-56,2%
Autres emprunts .....	967,2	1 751,5	784,3	81,1%
<b>Total tirages .....</b>	<b>1 963,9</b>	<b>2 345,1</b>	<b>381,2</b>	<b>19,4%</b>

**DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES  
ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS  
DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

**A. - CREDITS DES PROGRAMMES**

**B. 1 Programmes du Budget général**

*Article 14. - Ouverture des autorisations d'engagement  
et des crédits de paiement*

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2023, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5.901.299.747.993 de FCFA et 3.795.439.041.963 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

**A. 2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor**

*Article 15. - Ouverture des autorisations d'engagement  
et des crédits de paiement*

Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, sont fixés pour chacun à 176.930.000.000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.

**B. - CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

*Article 16. - Dotations des institutions constitutionnelles*

Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 153.083.383.261 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

*Article 17. - Dotation des charges communes*

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2023 au titre des charges communes est fixé à la somme de 592.106.574.776 de FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 592.106.574.776 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.

**A. 3 - Dotation dette publique**

*Article 18. - Charges financières de la dette publique*

Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 424.325.000.000 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III.

**TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLES 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 modifiant certaines dispositions du Code général des Impôts**

**ARTICLE 19.** - Il est ajouté au point 1 de l'article 361 du Code susvisé un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Article 361.

1)

Sont toutefois exclues de ces prestations d'hospitalisation, les locations de chambres et autres commodités hôtelières pratiquées dans les établissements privés. »

**ARTICLE 20.** - Il est ajouté, à l'article 462 du Code susvisé, un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Article 462. -

Pour les cessions de titres miniers et de titres miniers d'hydrocarbures, les droits sont dus par l'entreprise détentrice desdits titres. »

**ARTICLE 21.** - Il est ajouté à l'article 517 du Code susvisé un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« Article 517. -

Sur décision de l'Administration, le paiement sur état ou au moyen d'empreintes imprimées à l'aide de machines spéciales peut constituer le seul mode de paiement autorisé au sein de services ou entités recevant du public. »

**ARTICLE 22.** - Il est ajouté à l'article 9 du code susvisé un point 10 ainsi rédigé :

« Article 9. -

10. a) Les pertes se rapportant aux créances accordées par les établissements de crédit dans le respect des règles prudentielles de leur profession, classées douteuses ou litigieuses, conformément aux dispositions du Plan comptable bancaire révisé (PCB-R) et non recouvrées au terme du cinquième exercice comptable à compter de leur transfert en créances douteuses ou litigieuses.

Ne sont également pas admises en déduction, les créances pour lesquelles aucune action de recouvrement n'a été menée ainsi que celles pour lesquelles des actions de recouvrement bien qu'ayant été menées ont été abandonnées sans échec constaté par un officier ministériel, soit parce qu'il est survenu un accord de règlement, même partiel, entre le créancier et son débiteur, soit pour toute autre raison résultant de la volonté de l'établissement de crédit de mettre un terme aux poursuites.

b) Pour l'application du point 1 du présent article, les établissements de crédit doivent assurer le suivi des créances de manière à préserver les droits de contrôle et à l'information de l'administration fiscale.

A cet effet, ils doivent notamment joindre à leur déclaration d'impôt sur les sociétés, un état détaillé, des pertes sur créances, indiquant l'identité du débiteur, la date d'octroi du prêt ou du crédit, le montant initial, le montant restant à recouvrer, le montant passé en perte, la nature et la valeur des garanties, la date du transfert de la créance et l'étape de la procédure de recouvrement. Le non-respect de cette obligation entraîne la perte du droit à déduction.

c) Toutefois, les créances sur l'Etat, les organismes publics et celles accordées aux parties liées au sens de la réglementation bancaire ne sont pas admises en déduction. »

**ARTICLE 23.** - Il est ajouté à l'article 223 du Code susvisé un point 9 ainsi rédigé :

9- Au plus tard le 30 avril pour les réintégrations relatives aux dépenses et charges dont la déduction pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés est interdite conformément aux dispositions de l'article 85-12 du présent Code. »

**ARTICLE 24.** - Il est ajouté à l'article 363 du code susvisé un point 4 ainsi rédigé :

« Article 363. -

4. Pour les opérations prévues à l'article 355 bis, la TVA est déclarée, en ligne à travers le portail de l'administration fiscale, au plus tard le 15 des mois de janvier, avril, juillet et octobre. »

**ARTICLE 25.** - Il est ajouté à l'article 374 du Code susvisé un point 4 ainsi rédigé :

« Article 374. -

4. Les redevables peuvent aussi déduire en totalité ou en partie, selon les cas, la taxe sur la valeur ajoutée supportée déductible, figurant correctement sur une facture rectificative que leurs fournisseurs peuvent leur délivrer à la suite d'une constatation d'erreur ou de redressement.

Ces factures doivent porter mention correcte de la taxe rectifiée, avec indication, le cas échéant, de la taxe initialement facturée ou des références du titre exécutoire. »

**ARTICLE 26.** - Il est ajouté à l'article 393 du Code susvisé un point 4 rédigé comme suit :

« Article 393. -

4. Les assujettis peuvent souscrire leurs demandes de restitution de crédit de TVA par voie électronique selon des modalités fixées par décision du Directeur général des Impôts et des Domaines. »

**ARTICLE 27.** - Il est ajouté à l'article 613 du Code susvisé, un point 25 ainsi rédigé :

« Article 613. -

25. manquements à l'obligation prévue par les dispositions de l'article 642 bis. »

**ARTICLE 28.** - Il est ajouté à l'article 692. I du Code susvisé, un point 7 ainsi rédigé :

« Article 692. I. -

7. les justificatifs de l'exonération. »

**ARTICLE 29.** - Il est créé après l'article 212 du Code susvisé et, avant le Chapitre 5 intitulé « Dispositions communes à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu », une Section 6 intitulée « *Retenue à la source sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Sénégal par les personnes non domiciliées* ».

**ARTICLE 30.** - Il est créé après la Section 6 intitulée « Retenue à la source sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Sénégal par les personnes non domiciliées », l'article 212 bis ainsi rédigé :

« Article 212 bis. -

Une retenue à la source égale à 0,5 francs par kilogramme vendu est due par les entreprises n'ayant pas leur domicile fiscal au Sénégal mais qui cèdent directement aux importateurs agréés locaux ou étrangers, les hydrocarbures dont elles disposent dans des bacs édifiés au Sénégal.

La retenue est opérée par les dépositaires des stocks d'hydrocarbures et reversée au Bureau de recouvrement compétent au plus tard le 15 du mois suivant celui du prélèvement.

Les dispositions relatives à la retenue sur les traitements et salaires, notamment celles prévues par les articles 188 à 190 sont applicables à la retenue visée au présent article.

Le montant de la retenue à la source supportée par les entreprises non domiciliées est libératoire de l'impôt sur les bénéfices dû au Sénégal au titre de leurs opérations de cession d'hydrocarbures effectuées dans les conditions visées au premier paragraphe du présent article.

**ARTICLE 31.** - Il est créé après l'article 355 du Code susvisé un article 355 bis ainsi rédigé :

« Article 355 bis. -

7) Lorsqu'en application des dispositions de l'article 357 du présent Code, le lieu d'imposition d'une prestation de service numérique réalisée par une personne physique ou morale étrangère est situé au Sénégal, la TVA est collectée et reversée, pour le compte du fournisseur, par l'intermédiaire qui a permis de réaliser la transaction.

8) Les fournisseurs établis à l'étranger disposant de leur propre technologie et réalisant les prestations visées à l'alinéa ci-dessus, sont également soumis à l'obligation de collecter et de reverser la TVA afférente à ces opérations.

9) La TVA s'applique sur le prix des prestations numériques et, le cas échéant, sur les commissions perçues par les intermédiaires.

10) On entend par prestations de services numériques, les fournitures de biens ou services immatériels réalisées de manière automatisée sur un réseau informatique et/ou électronique.

11) Sont considérés comme intermédiaires, les acteurs des ventes en ligne notamment, les plateformes numériques, les marchés ou places de marchés en ligne qui mettent en relation des fournisseurs et leurs clients pour leur permettre de conclure des transactions grâce à l'utilisation de technologies de l'information ».

12) Les dispositions du présent article ne s'appliquent que lorsque le client est un particulier non assujetti à la TVA au Sénégal.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

**ARTICLE 32.** - Il est créé après l'article 642 bis du code susvisé un article 642 ter ainsi rédigé :

« Article 642 ter. - *Présentation de l'attestation de paiement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers*

Les entreprises qui ont pour activité le stockage des produits pétroliers, sont tenues, avant le prélèvement desdits produits et quelle que soit la quantité, de réclamer à l'acquéreur ou à l'importateur l'attestation de paiement prévu à l'article 650 bis.

L'attestation est conservée et présentée, dans les délais de prescription, sur demande de l'administration fiscale en cas de contrôle.

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent que lorsque le produit est effectivement soumis à la taxe spécifique sur les produits pétroliers. »

**ARTICLE 33.** - Il est créé après l'article 650 du Code susvisé un article 650 bis ainsi rédigé :

« *Article 650 bis.* -

Il est délivré, en même temps que les quittances et reçus de paiement, à tout contribuable qui souscrit régulièrement à ses obligations déclaratives et de paiement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers, une attestation mensuelle de paiement.

L'attestation est aussi délivrée au contribuable qui suite aux régularisations de l'administration respecte son moratoire et s'acquitte de ses obligations mensuelles de déclaration et de paiement.

L'attestation est valable jusqu'au 15 du mois suivant celui de l'échéance des opérations déclarées ou régularisées, au titre du mois précédent. »

**ARTICLE 34.** - Il est créé après l'article 670 du Code susvisé un article 670 bis ainsi rédigé :

« *Article 670 bis.* -

Les manquements à l'obligation prévue par les dispositions de l'article 642 ter donnent lieu à l'application d'une amende de 500 francs par hectolitre prélevé quel que soit le produit. »

**ARTICLE 35.** - Il est inséré après l'article 691 et avant le « TITRE V » du Livre IV du Code susvisé, un « CHAPITRE III » intitulé « AUTRES SANCTIONS ».

**ARTICLE 36.** - Il est créé après le « CHAPITRE III » du TITRE IV du Livre IV du Code susvisé, intitulé « AUTRES SANCTIONS », un article 691 bis ainsi rédigé :

« *Article 691 bis.* -

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le présent Code, le non-respect, par des fournisseurs étrangers, des obligations prévues à l'article 355 bis et au point 4 de l'article 363, donne lieu à la suspension de l'accès de leurs plateformes numériques, marchés ou places de marchés en ligne servant à réaliser des transactions sur le territoire sénégalais. »

**ARTICLE 37.** - Les dispositions de l'alinéa 2 du point 6 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 31.6.* -

A défaut, l'impôt est dû solidairement par l'entreprise émettrice des droits sociaux ou par celle détentrice des titres miniers ou des titres miniers d'hydrocarbures, établie au Sénégal. »

**ARTICLE 38.** - Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 65 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 65.* -

A l'exception des immeubles constitués en waqf et gérés par l'organisme chargé de la gestion et de la supervision du Waqf, cette exonération ne peut être accordée lorsque le propriétaire n'occupe pas personnellement le logement mais le met gratuitement à la disposition d'un tiers sans y être tenu par une obligation légale. »

**ARTICLE 39.** - Les dispositions du point 3 de l'article 105 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 105.* -

3) les intérêts des sommes inscrites dans la limite des montants fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances, sur les livrets d'épargne des personnes physiques, à condition qu'ils soient servis par une banque, un système financier décentralisé, un établissement financier ou une caisse d'épargne situés au Sénégal. »

**ARTICLE 40.** - Les dispositions de l'article 538-I du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 538.-

I. L'inscription simultanée ou successive sur plusieurs titres fonciers dépendant de la même conservation foncière ou la radiation simultanée ou successive sur un ou plusieurs titres fonciers dépendant de la même conservation foncière, lorsqu'elle a lieu en vertu d'un même acte ne donne lieu à la perception que d'un seul droit proportionnel liquidé sur la somme à inscrire ou sur le montant de l'inscription radiée. Dans le même cas, si l'inscription ou la radiation porte sur plusieurs titres fonciers dépendant de conservations foncières différentes, les droits proportionnels sont perçus en totalité sur la somme à inscrire ou sur le montant de l'inscription radiée, à la conservation où la formalité est requise en premier lieu ; il n'est perçu dans les autres conservations, que les droits fixes, à condition que la quittance constatant le paiement de la totalité des droits proportionnels soit présentée ; à défaut, les droits proportionnels perçus une nouvelle fois ne sont pas restituables. »

**ARTICLE 41.** - Les dispositions de l'article 542 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 542. - Tarif

Le tarif de la taxe spéciale est fixé à :

- \* 1° 6% pour les assurances contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale ou aérienne ;
- \* 2° 8% pour les assurances multirisques habitation et les assurances incendies des bâtiments à usage d'habitation ;
- \* 3° 5% pour les assurances de groupe, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans sous réserve des exonérations prévues à l'article 540 ;
- \* 4° 7% pour les contrats de rente viagère, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans sous réserve des exonérations prévues à l'article 540 ;
- \* 5° 0,25% pour les assurances de crédits à l'exportation ;
- \* 6° 14% pour toutes autres assurances. »

**ARTICLES 42, 43, 44, 45, 46 et 47 : Prélèvement sur les Compagnies d'Assurance (PCA)**

**ARTICLE 42.** - Il est institué au profit du budget de l'État une taxe dénommée « Prélèvement sur les Compagnies d'Assurances » (PCA).

**ARTICLE 43.** - Sont passibles de la taxe, les sociétés ou compagnies d'assurances agréées au Sénégal à l'exclusion des sociétés ou compagnies de réassurance.

**ARTICLE 44.** - Le taux de la taxe est fixé à 1% du chiffre d'affaires hors taxes des sociétés ou compagnies d'assurances. Toutefois, pour les primes d'assurance vie, le taux est ramené à 0,5%.

**ARTICLE 45.** - Le paiement de la taxe se fait sous forme de versements à effectuer dans les quinze premiers jours suivant la fin de chaque trimestre de l'année civile, sur le montant trimestriel du chiffre d'affaires hors taxes des sociétés ou compagnies d'assurances assujetties.

**ARTICLE 46.** - Le recouvrement, le contrôle et le contentieux du PCA sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

**ARTICLE 47.** - Sont abrogées les dispositions des articles 44, 45, 46, 47, 48 et 49 de la loi n° 2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 19 décembre 2022.

Macky SALL

**ANNEXE I. - TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL  
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE**

Nature de recettes	LFR 1 2022	LFI 2023	Delta (2023/2022)	%
R_711 - Impôts sur revenus, bénéfiques et gains en capital .....	295,51	381,19	85,68	29,00%
R_712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations .....	571,34	648,36	77,02	13,48%
R_713 - Impôts sur le patrimoine .....	42,00	0,00	-42,00	-100,00%
R_714 - Autres impôts directs .....	0,00	0,00	0,00	0,00%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714) .....</b>	<b>908,85</b>	<b>1 029,55</b>	<b>120,70</b>	<b>13,28%</b>
R_715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services .....	1 521,23	1 720,56	199,33	13,10%
R_716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées .....	100,65	146,91	46,26	45,96%
R_717 - Droits et taxes à l'importation .....	428,71	505,55	76,84	17,92%
R_719 - Autres recettes fiscales .....	92,66	83,23	-9,43	-10,18%
R_ Contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC) .....	0,00	0,93	0,93	0,00%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719) .....</b>	<b>2 143,25</b>	<b>2 457,18</b>	<b>313,93</b>	<b>14,65%</b>
<b>RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71)) .....</b>	<b>3 052,10</b>	<b>3 486,73</b>	<b>434,63</b>	<b>14,24%</b>
R_721 - Revenus de l'entreprise et du domaine .....	108,00	86,34	-21,66	-20,05%
R_729 - Autres recettes non fiscales .....	8,00	1,00	-7,00	-87,50%
<b>RECETTES NON FISCALES (R_72) .....</b>	<b>116,0</b>	<b>87,3</b>	<b>-28,7</b>	<b>-24,70%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72) .....</b>	<b>3 168,10</b>	<b>3 574,07</b>	<b>405,97</b>	<b>12,81%</b>
<b>DONS ET LEGS (74) .....</b>	<b>266,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-266,00</b>	<b>-100,00%</b>
R_773 - Dividendes .....	48,0	49,4	1,4	3,00%
R_775 - Commissions à caractères financiers .....	16,0	13,8	-2,2	-13,99%
R_779 - Autres produits financiers .....	0,0	3,2	3,2	0,00%
<b>PRODUITS FINANCIERS (77) .....</b>	<b>64,00</b>	<b>66,40</b>	<b>2,40</b>	<b>3,75%</b>
R_742_ Dons projets .....	220,00	232,30	12,30	5,59%
R_741_ Dons Programmes et legs .....	46,00	46,69	0,69	1,50%
<b>RESSOURCES EXTERIEURES (74) .....</b>	<b>266,00</b>	<b>278,99</b>	<b>12,99</b>	<b>4,88%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74+77) .....</b>	<b>3 498,10</b>	<b>3 919,47</b>	<b>421,37</b>	<b>12,05%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....</b>	<b>149,72</b>	<b>176,93</b>	<b>27,22</b>	<b>18,18%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor) .....</b>	<b>3 647,82</b>	<b>4 096,40</b>	<b>448,58</b>	<b>12,30%</b>

## ANNEXE I BIS. - TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	RECETTES
<b>COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>	
Fonds National de retraite .....	134.340.000.000
Fonds de Lutte contre les incendies .....	200.000.000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes .....	1.500.000.000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique .....	500.000.000
Fonds intergénérationnel .....	5.155.000.000
Fonds de stabilisation .....	12.695.000.000
<b>s/total.....</b>	<b>154.390.000.000</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>	
Opérations à caractère industriel et Commercial des armées .....	150.000.000
Compte de commerce de la Police .....	140.000.000
Compte de commerce de l'administration pénitentiaire .....	200.000.000
<b>s/total.....</b>	<b>490.000.000</b>
<b>COMPTES DE PRETS</b>	
Prêts aux Collectivités territoriales .....	800.000.000
Prêts à divers particuliers .....	19.950.000.000
<b>s/total.....</b>	<b>20.750.000.000</b>
<b>COMPTES D'AVANCES</b>	
Avance à 1 an aux collectivités territoriales .....	800.000.000
<b>s/total.....</b>	<b>800.000.000</b>
<b>COMPTES DE GARANTIES ET AVALS</b>	
Garanties et avals .....	500.000.000
<b>s/total.....</b>	<b>500.000.000</b>
<b>RECAPITULATION GENERALE</b>	
COMPTES D'AFFECTION SPECIALE .....	154.390.000.000
COMPTES DE COMMERCE .....	490.000.000
COMPTES DE PRETS .....	20.750.000.000
COMPTES D'AVANCES .....	800.000.000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS .....	500.000.000
<b>TOTAL .....</b>	<b>176.930.000.000</b>

## ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART								
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%					
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES):													
		1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2					
		2 Dépenses de personnel	952 000 000 000	952 000 000 000	1 273 000 000 000	1 273 000 000 000	321 000 000 000	33,7	321 000 000 000	33,7					
		3 Acquisition de biens et services	359 647 641 916	359 647 641 916	395 763 000 000	395 763 000 000	36 115 358 084	10,0	36 115 358 084	10,0					
		4 Transferts courants	811 061 241 259	811 061 241 259	1 283 653 000 000	1 283 653 000 000	472 591 758 741	58,3	472 591 758 741	58,3					
		<b>TOTAL</b>	<b>2 472 708 883 175</b>	<b>2 472 708 883 175</b>	<b>3 376 741 000 000</b>	<b>3 376 741 000 000</b>	<b>904 032 116 825</b>	<b>36,6</b>	<b>904 032 116 825</b>	<b>36,6</b>					
		5 Investissements exécutés par l'Etat	580 846 579 034	251 331 666 500	374 580 540 684	258 950 949 905	-206 266 038 350	-35,5	7 619 283 405	3,0					
		6 Transferts en capital	710 633 609 614	690 959 450 325	987 470 294 017	661 362 050 095	276 836 684 403	39,0	-29 597 400 230	-4,3					
		<b>TOTAL</b>	<b>1 291 480 188 648</b>	<b>942 291 116 825</b>	<b>1 362 050 834 701</b>	<b>920 313 000 000</b>	<b>70 570 646 053</b>	<b>5,5</b>	<b>-21 978 116 825</b>	<b>-2,3</b>					
		<b>TOTAL FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)</b>	<b>3 764 189 071 823</b>	<b>3 415 000 000 000</b>	<b>4 738 791 834 701</b>	<b>4 297 054 000 000</b>	<b>974 602 762 878</b>	<b>25,9</b>	<b>882 054 000 000</b>	<b>25,8</b>					
		<b>Total Ressources internes</b>	<b>3 764 189 071 823</b>	<b>3 415 000 000 000</b>	<b>4 738 791 834 701</b>	<b>4 297 054 000 000</b>	<b>25,9</b>	<b>882 054 000 000</b>	<b>25,8</b>						
Budget général	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION													
		5 Investissements exécutés par l'Etat	591 626 545 970	249 484 697 650	264 719 590 621	232 300 000 000	-326 906 955 349	-55,3	-17 184 697 650	-6,9					
		6 Transferts en capital	515 302 350	515 302 350	0	0	-515 302 350	-100	-515 302 350	-100					
		<b>TOTAL</b>	<b>592 141 848 320</b>	<b>250 000 000 000</b>	<b>264 719 590 621</b>	<b>232 300 000 000</b>	<b>-327 422 257 699</b>	<b>-55,3</b>	<b>-17 700 000 000</b>	<b>-7,1</b>					
		<b>TOTAL DON OU SUBVENTION</b>	<b>592 141 848 320</b>	<b>250 000 000 000</b>	<b>264 719 590 621</b>	<b>232 300 000 000</b>	<b>-327 422 257 699</b>	<b>-55,3</b>	<b>-17 700 000 000</b>	<b>-7,1</b>					
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)													
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 187 642 319 760	544 549 404 938	1 988 965 268 560	380 114 500 000	-198 677 051 200	-9,1	-164 434 904 938	-30,2					
		6 Transferts en capital	35 450 595 062	35 450 595 062	78 338 012 148	55 485 500 000	42 887 417 086	121,0	20 034 904 938	56,5					
		<b>TOTAL</b>	<b>2 223 092 914 822</b>	<b>580 000 000 000</b>	<b>2 067 303 280 708</b>	<b>435 600 000 000</b>	<b>-155 789 634 114</b>	<b>-7,0</b>	<b>-144 400 000 000</b>	<b>-24,9</b>					
		<b>TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)</b>	<b>2 223 092 914 822</b>	<b>580 000 000 000</b>	<b>2 067 303 280 708</b>	<b>435 600 000 000</b>	<b>-155 789 634 114</b>	<b>-7,0</b>	<b>-144 400 000 000</b>	<b>-24,9</b>					
		<b>Total Ressources extérieures</b>	<b>2 815 234 763 142</b>	<b>830 000 000 000</b>	<b>2 332 022 871 329</b>	<b>667 900 000 000</b>	<b>-17,2</b>	<b>-162 100 000 000</b>	<b>-19,5</b>						
		<b>Total Budget général</b>	<b>6 579 423 834 965</b>	<b>4 245 000 000 000</b>	<b>7 070 814 706 030</b>	<b>4 964 954 000 000</b>	<b>7,5</b>	<b>719 954 000 000</b>	<b>17,0</b>						

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE**

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VALABS	%	VAL ABS	CP	%
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources Internes	FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)									
		2 Dépenses de personnel ordinaires	617 800 000	617 800 000	647 800 000	647 800 000	30 000 000	4,9	30 000 000	30 000 000	4,9
		3 Acquisition de biens et services	847 700 000	847 700 000	1 125 200 000	1 125 200 000	277 500 000	32,7	277 500 000	277 500 000	32,7
		4 Transferts courants	125 705 000 000	125 705 000 000	147 425 000 000	147 425 000 000	21 720 000 000	17,3	21 720 000 000	21 720 000 000	17,3
		<b>TOTAL</b>	<b>127 170 500 000</b>	<b>127 170 500 000</b>	<b>149 198 000 000</b>	<b>149 198 000 000</b>	<b>22 027 500 000</b>	<b>17,3</b>	<b>22 027 500 000</b>	<b>22 027 500 000</b>	<b>17,3</b>
		Dépenses en capital	22 544 500 000	22 544 500 000	27 732 000 000	27 732 000 000	5 187 500 000	23,0	5 187 500 000	5 187 500 000	23,0
		<b>TOTAL</b>	<b>22 544 500 000</b>	<b>22 544 500 000</b>	<b>27 732 000 000</b>	<b>27 732 000 000</b>	<b>5 187 500 000</b>	<b>23,0</b>	<b>5 187 500 000</b>	<b>5 187 500 000</b>	<b>23,0</b>
		<b>TOTAL FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>176 930 000 000</b>	<b>176 930 000 000</b>	<b>27 215 000 000</b>	<b>18,2</b>	<b>27 215 000 000</b>	<b>27 215 000 000</b>	<b>18,2</b>
		Total Ressources internes	149 715 000 000	149 715 000 000	176 930 000 000	176 930 000 000	27 215 000 000	18,2	27 215 000 000	27 215 000 000	18,2
		Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor	149 715 000 000	149 715 000 000	176 930 000 000	176 930 000 000	27 215 000 000	18,2	27 215 000 000	27 215 000 000	18,2
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 729 138 834 965</b>	<b>4 394 715 000 000</b>	<b>7 247 744 706 030</b>	<b>5 141 884 000 000</b>	<b>518 605 871 065</b>	<b>7,7</b>	<b>747 169 000 000</b>	<b>17,0</b>	

## ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits			ECART				
			Source de financement		Ressources Internes et ressources externes		Catégories de dépense		1-2-3-4-5-6				
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2	
			350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2
			11 561 025 249	11 561 025 249	12 354 292 000	12 354 292 000	793 266 751	793 266 751	6,9	793 266 751	6,9	793 266 751	6,9
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	7 380 025 944	7 380 025 944	8 759 515 944	8 759 515 944	8 759 515 944	18,7	1 379 490 000	18,7	1 379 490 000	18,7	
			3 Acquisition de biens et services	36 974 414 567	36 974 414 567	37 726 780 317	37 726 780 317	752 365 750	2,0	752 365 750	2,0	752 365 750	2,0
			4 Transferts courants	1 581 166 714	614 077 501	614 077 501	614 077 501	-967 089 213	-61,2	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	15 202 006 287	15 202 006 287	11 727 643 646	11 727 643 646	-3 474 362 641	-22,9	-3 474 362 641	-22,9	-3 474 362 641	-22,9
			6 Transferts en capital	72 698 638 761	72 698 638 761	71 182 309 408	71 182 309 408	-1 516 329 353	-2,1	-549 240 140	-0,8	-549 240 140	-0,8
			Total Prog. 0002	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0	0	0
22 Assemblée Nationale	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	374 200 000	374 200 000	374 200 000	374 200 000	374 200 000	0	0	0	0	0	
			23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0	0	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0
24 Assemblée Nationale	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	73 198 638 761	72 231 549 548	71 682 309 408	71 682 309 408	71 682 309 408	-2,1	-549 240 140	-0,8	-549 240 140	-0,8	
			17 215 015 137	17 215 015 137	19 158 015 137	19 158 015 137	1 943 000 000	11,3	1 943 000 000	11,3	1 943 000 000	11,3	
			6 Transferts en capital	0	0	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	0	1 600 000 000	0	1 600 000 000	0
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	17 215 015 137	17 215 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137	20,6	3 543 000 000	20,6	3 543 000 000	20,6	
			17 215 015 137	17 215 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137	3 543 000 000	20,6	3 543 000 000	20,6	3 543 000 000	20,6	
			4 Transferts courants	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	0	
			633 583 600	633 583 600	544 028 000	544 028 000	-89 555 600	-14,1	-89 555 600	-14,1	-89 555 600	-14,1	
			4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	0	0
			1 233 583 600	1 233 583 600	1 144 028 000	1 144 028 000	-89 555 600	-7,3	-89 555 600	-7,3	-89 555 600	-7,3	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		VAL ABS	%	VAL ABS	%
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	Total Section 25		1 233 583 600	1 233 583 600	1 144 028 000	1 144 028 000	-89 555 600	-7,3	-89 555 600	-7,3
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 052 252 000	1 052 252 000	1 415 088 622	1 415 088 622	362 836 622	34,5	362 836 622	34,5
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	500 000 000	35,7	500 000 000	35,7
		<b>Total Prog. 0007</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>3 315 088 622</b>	<b>3 315 088 622</b>	<b>862 836 622</b>	<b>35,2</b>	<b>862 836 622</b>	<b>35,2</b>
		<b>Total Section 27</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>3 315 088 622</b>	<b>3 315 088 622</b>	<b>862 836 622</b>	<b>35,2</b>	<b>862 836 622</b>	<b>35,2</b>
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	2 421 057 000	2 421 057 000	2 631 755 084	2 631 755 084	210 698 084	8,7	210 698 084	8,7
		4 Transferts courants	5 148 453 695	5 148 453 695	6 968 453 695	6 968 453 695	1 820 000 000	35,4	1 820 000 000	35,4
		6 Transferts en capital	1 025 555 441	1 025 555 441	930 772 796	930 772 796	-94 782 645	-9,2	-94 782 645	-9,2
		<b>Total Prog. 0008</b>	<b>8 595 066 136</b>	<b>8 595 066 136</b>	<b>10 530 981 575</b>	<b>10 530 981 575</b>	<b>1 935 915 439</b>	<b>22,5</b>	<b>1 935 915 439</b>	<b>22,5</b>
	<b>Total Section 28</b>	<b>6 300 000 000</b>	<b>6 300 000 000</b>	<b>7 560 000 000</b>	<b>7 560 000 000</b>	<b>1 260 000 000</b>	<b>20</b>	<b>1 260 000 000</b>	<b>20</b>	
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	4 Transferts courants	2 250 000 000	2 250 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	-650 000 000	-28,9	-650 000 000	-28,9
		6 Transferts en capital	8 550 000 000	8 550 000 000	9 160 000 000	9 160 000 000	610 000 000	7,1	610 000 000	7,1
		<b>Total Prog. 0013</b>	<b>8 550 000 000</b>	<b>8 550 000 000</b>	<b>9 160 000 000</b>	<b>9 160 000 000</b>	<b>610 000 000</b>	<b>7,1</b>	<b>610 000 000</b>	<b>7,1</b>
		<b>Total Section 29</b>	<b>3 887 956 000</b>	<b>3 887 956 000</b>	<b>3 416 590 000</b>	<b>3 416 590 000</b>	<b>-471 366 000</b>	<b>-12,1</b>	<b>-471 366 000</b>	<b>-12,1</b>
30 Primature	0009 Primature	2 Dépenses de personnel	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 862 924 496	6 862 924 496	7 587 924 496	7 587 924 496	725 000 000	10,6	725 000 000	10,6
		4 Transferts courants	5 665 251 224	5 665 251 224	5 003 671 077	5 003 671 077	-661 580 147	-11,7	-661 580 147	-11,7
		6 Transferts en capital	6 442 526 567	6 442 526 567	9 272 596 366	9 272 596 366	2 830 069 799	43,9	2 830 069 799	43,9
	<b>Total Prog. 0009</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>29 451 920 235</b>	<b>29 451 920 235</b>	<b>2 422 123 652</b>	<b>9,0</b>	<b>2 422 123 652</b>	<b>9,0</b>	
	<b>Total Section 30</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>29 451 920 235</b>	<b>29 451 920 235</b>	<b>2 422 123 652</b>	<b>9,0</b>	<b>2 422 123 652</b>	<b>9,0</b>	



**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 290 910 948	2 290 910 948	5 043 635 000	5 043 635 000	2 752 724 052	120,2	2 752 724 052	120,2
		3 Acquisition de biens et services	3 093 488 677	3 093 488 677	3 493 488 677	3 493 488 677	400 000 000	12,9	400 000 000	12,9
		4 Transferts courants	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 300 000 000	1 300 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	-100 000 000	-7,7	-100 000 000	-7,7
		6 Transferts en capital	10 084 000 000	10 084 000 000	7 939 000 000	7 939 000 000	-2 145 000 000	-21,3	-2 145 000 000	-21,3
		<b>Total Prog. 1002</b>	<b>20 268 399 625</b>	<b>20 268 399 625</b>	<b>21 176 123 677</b>	<b>21 176 123 677</b>	<b>907 724 052</b>	<b>4,5</b>	<b>907 724 052</b>	<b>4,5</b>
2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	2005 Défense du territoire national	76 299 618 115	76 299 618 115	98 533 638 560	98 533 638 560	22 234 020 445	29,1	22 234 020 445	29,1
		3 Acquisition de biens et services	35 479 344 985	35 479 344 985	36 404 094 985	36 404 094 985	924 750 000	2,6	924 750 000	2,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	54 539 148 425	44 486 311 514	73 677 676 512	17 107 222 594	19 138 528 087	35,1	-27 379 088 920	-61,5
		6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	-4 500 000 000	-45	-4 500 000 000	-45
		<b>Total Prog. 2005</b>	<b>176 318 111 525</b>	<b>176 318 111 525</b>	<b>214 115 410 057</b>	<b>157 544 956 139</b>	<b>37 797 298 532</b>	<b>21,4</b>	<b>-8 720 318 475</b>	<b>-4,9</b>
		<b>Total Section 32</b>	<b>47 265 268 572</b>	<b>47 265 268 572</b>	<b>65 069 874 288</b>	<b>65 069 874 288</b>	<b>17 804 605 716</b>	<b>37,7</b>	<b>17 804 605 716</b>	<b>37,7</b>
2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	3 Acquisition de biens et services	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	17 800 422 288	17 800 422 288	16 633 214 639	16 633 214 639	-1 167 207 649	-6,6	-1 167 207 649	-6,6
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 614 975 000	6 114 975 000	4 863 180 102	4 863 180 102	-6 751 794 898	-58,1	-1 251 794 898	-20,5
		6 Transferts en capital	4 648 621 000	4 648 621 000	191 309 237 678	6 848 621 000	186 660 616 678	4015,4	2 200 000 000	47,3
		<b>Total Prog. 2008</b>	<b>81 389 286 860</b>	<b>81 389 286 860</b>	<b>277 935 506 707</b>	<b>93 474 890 029</b>	<b>186 546 219 847</b>	<b>241,5</b>	<b>17 585 603 169</b>	<b>21,6</b>
		<b>Total Section 33</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 040 627 296	1 040 627 296	513 377 040 441	272 345 989 845	235 251 242 431	84,6	9 773 008 746	3,7
		3 Acquisition de biens et services	1 564 843 809	1 564 843 809	2 114 843 809	2 114 843 809	180 713 704	17,4	180 713 704	17,4
		<b>Total Section 33</b>	<b>2 605 471 105</b>	<b>2 605 471 105</b>	<b>7 251 883 250</b>	<b>4 838 833 654</b>	<b>215 964 946 145</b>	<b>82,0</b>	<b>10 953 722 450</b>	<b>41,1</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense								
			Crédits inscrits LFI 2022			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits			1-2-3-4-5-6			ECART					
			Ressources internes et ressources externes			Ressources internes et ressources externes			Ressources internes et ressources externes			Ressources internes et ressources externes			Ressources internes et ressources externes		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 244 400 000	2 067 502 447	2 067 502 447	2 067 502 447	2 067 502 447	-1 176 897 553	-36,3								
			5 849 871 105	5 849 871 105	5 403 687 256	5 403 687 256	-446 183 849	-7,6	730 713 704	12,5							
			40 131 715 392	40 131 715 392	69 645 397 007	69 645 397 007	29 513 681 615	73,5	29 513 681 615	73,5							
			7 562 662 688	7 562 662 688	8 935 301 688	8 935 301 688	1 372 639 000	18,2	1 372 639 000	18,2							
			15 551 806 500	15 551 806 500	15 799 419 060	15 799 419 060	247 612 560	1,6	247 612 560	1,6							
			3 574 341 665	3 574 341 665	41 091 424 265	41 091 424 265	37 517 082 610	1049,6	2 378 112 943	66,5							
		8 350 000 000	8 350 000 000	3 350 000 000	3 350 000 000	-5 000 000 000	-59,9	-5 000 000 000	-59,9								
		<b>75 170 526 235</b>	<b>75 170 526 235</b>	<b>138 821 542 020</b>	<b>103 682 572 353</b>	<b>63 651 015 785</b>	<b>84,7</b>	<b>28 512 046 118</b>	<b>37,9</b>								
2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	21 830 254 708	21 830 254 708	30 818 304 000	30 818 304 000	8 988 049 292	41,2	8 988 049 292	41,2							
			3 518 174 414	3 518 174 414	3 518 174 414	3 518 174 414	0	0	0	0							
			1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0							
			1 761 000 000	1 761 000 000	97 699 039 666	5 600 000 000	95 938 039 666	5447,9	3 839 000 000	218,0							
			0	0	3 759 506 000	974 000 000	3 759 506 000	0	974 000 000	0							
			<b>28 929 429 122</b>	<b>28 929 429 122</b>	<b>137 615 024 080</b>	<b>42 730 478 414</b>	<b>108 685 594 958</b>	<b>375,7</b>	<b>13 801 049 292</b>	<b>47,7</b>							
2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	5 575 246 856	5 575 246 856	5 972 915 000	5 972 915 000	397 668 144	7,1	397 668 144	7,1							
			2 534 087 407	2 534 087 407	2 466 054 847	2 466 054 847	-68 032 560	-2,7	-68 032 560	-2,7							
			9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	0	0	0	0							
			12 268 952 300	518 952 300	300 000 000	300 000 000	-11 968 952 300	-97,6	-218 952 300	-42,2							
			<b>29 436 486 563</b>	<b>29 436 486 563</b>	<b>17 797 169 847</b>	<b>17 797 169 847</b>	<b>-11 639 316 716</b>	<b>-39,5</b>	<b>110 683 284</b>	<b>0,4</b>							
			169 927 000	169 927 000	201 097 000	201 097 000	31 170 000	18,3	31 170 000	18,3							
2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	9 197 332 000	9 197 332 000	3 899 525 456	3 899 525 456	-5 297 806 544	-57,6	-5 297 806 544	-57,6							

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	4 Transferts courants	3 394 000 000	3 394 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	-1 100 000 000	-32,4	-1 100 000 000	-32,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	80 322 000	80 322 000	657 957 000	80 322 000	577 635 000	719,1	0	0
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	3 817 700 000	3 817 700 000	-6 182 300 000	-61,8	-6 182 300 000	-61,8
		<b>Total Prog. 2012</b>	<b>22 841 581 000</b>	<b>22 841 581 000</b>	<b>10 870 279 456</b>	<b>10 292 644 456</b>	<b>-11 971 301 544</b>	<b>-52,4</b>	<b>-12 548 936 544</b>	<b>-54,9</b>
	3010 Compte de Commerce Police	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
<b>Total Prog. 3003</b>		<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	0	0	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0
	<b>Total Section 33</b>	<b>162 427 894 025</b>	<b>149 500 996 472</b>	<b>310 847 702 659</b>	<b>180 246 552 326</b>	<b>140 000 000</b>	<b>91,4</b>	<b>30 745 555 854</b>	<b>20,6</b>	
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	1 477 084 316	1 477 084 316	1 314 501 716	1 314 501 716	-162 582 600	-11,0	-162 582 600	-11,0
3 Acquisition de biens et services		934 377 592	934 377 592	1 134 377 592	1 134 377 592	200 000 000	21,4	200 000 000	21,4	
2014 Justice judiciaire	2014 Justice judiciaire	4 Transferts courants	3 767 000 000	3 767 000 000	8 970 000 000	8 970 000 000	5 203 000 000	138,1	5 203 000 000	138,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 120 613 677	1 120 613 677	171 082 477	171 082 477	-949 531 200	-84,7	-949 531 200	-84,7
<b>Total Prog. 1004</b>		<b>32 299 075 585</b>	<b>32 299 075 585</b>	<b>36 789 961 785</b>	<b>36 789 961 785</b>	<b>4 490 886 200</b>	<b>13,9</b>	<b>4 490 886 200</b>	<b>13,9</b>	
2014 Justice judiciaire	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	12 822 376 640	12 822 376 640	12 673 201 000	12 673 201 000	-149 175 640	-1,2	-149 175 640	-1,2
		3 Acquisition de biens et services	2 290 251 901	2 290 251 901	2 333 852 051	2 333 852 051	43 600 150	1,9	43 600 150	1,9
	2014 Justice judiciaire	4 Transferts courants	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	58 999 816	58 999 816	558 999 816	558 999 816	500 000 000	847,5	500 000 000	847,5
<b>Total Prog. 2014</b>		<b>16 231 628 357</b>	<b>16 231 628 357</b>	<b>16 626 052 867</b>	<b>16 626 052 867</b>	<b>394 424 510</b>	<b>2,4</b>	<b>394 424 510</b>	<b>2,4</b>	



**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		AE		ECART		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	2017 Fonction publique	3 Acquisition de biens et services	662 848 718	662 848 718	662 848 718	662 848 718	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	595 000 000	595 000 000	595 000 000	595 000 000	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	565 139 600	565 139 600	565 139 600	565 139 600	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2017</b>	<b>2 681 930 318</b>	<b>2 681 930 318</b>	<b>2 681 930 318</b>	<b>2 681 930 318</b>	<b>-791 000</b>	<b>0</b>	<b>-791 000</b>	<b>0</b>	<b>-791 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	104 500 000	104 500 000	113 051 000	113 051 000	8,2	8,2	8 551 000	8,2	8 551 000	8,2
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	760 662 166	760 662 166	908 262 166	908 262 166	19,4	19,4	147 600 000	19,4	147 600 000	19,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 1006</b>	<b>1 635 622 606</b>	<b>1 635 622 606</b>	<b>1 728 699 262</b>	<b>1 728 699 262</b>	<b>93 076 656</b>	<b>5,7</b>	<b>93 076 656</b>	<b>5,7</b>	<b>93 076 656</b>	<b>5,7</b>	
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	872 765 440	872 765 440	695 776 324	695 776 324	-20,3	-20,3	-176 989 116	-20,3	-176 989 116	-20,3
	2107 Protection sociale des travailleurs	3 Acquisition de biens et services	1 068 441 956	1 068 441 956	1 218 441 956	1 218 441 956	14,0	14,0	150 000 000	14,0	150 000 000	14,0
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	1 350 000 000	1 350 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	-7,4	-7,4	-100 000 000	-7,4	-100 000 000	-7,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	450 000 000	450 000 000	28,6	28,6	100 000 000	28,6	100 000 000	28,6
	<b>Total Prog. 2019</b>	<b>3 641 207 396</b>	<b>3 641 207 396</b>	<b>3 614 218 280</b>	<b>3 614 218 280</b>	<b>-26 989 116</b>	<b>-0,7</b>	<b>-26 989 116</b>	<b>-0,7</b>	<b>-26 989 116</b>	<b>-0,7</b>	
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	61 614 820	61 614 820	53 462 000	53 462 000	-13,2	-13,2	-8 152 820	-13,2	-8 152 820	-13,2
	2107 Protection sociale des travailleurs	3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	142 599 492	142 599 492	0	0	0	0	0	0
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	100 000 000	0	100 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Section 35</b>	<b>5 814 606 282</b>	<b>5 814 606 282</b>	<b>9 680 697 574</b>	<b>6 370 844 450</b>	<b>3 866 091 292</b>	<b>66,5</b>	<b>66,5</b>	<b>556 238 168</b>	<b>9,6</b>	<b>556 238 168</b>	<b>9,6</b>
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	374 960 440	374 960 440	320 437 096	320 437 096	-14,5	-14,5	-54 523 344	-14,5	-54 523 344	-14,5
	2107 Protection sociale des travailleurs	3 Acquisition de biens et services	760 662 166	760 662 166	908 262 166	908 262 166	19,4	19,4	147 600 000	19,4	147 600 000	19,4

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**

**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense					
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les institutions	2107 Protection sociale des travailleurs	Total Prog. 2107	404 214 312	404 214 312	496 061 492	496 061 492	91 847 180	22,7	91 847 180	22,7	91 847 180	22,7
		Total Section 37	5 681 044 314	5 681 044 314	5 838 979 034	5 838 979 034	157 934 720	2,8	157 934 720	2,8	157 934 720	2,8
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	271 404 000	271 404 000	518 422 684	518 422 684	247 018 684	91,0	247 018 684	91,0	247 018 684	91,0
		3 Acquisition de biens et services	136 480 162	136 480 162	336 480 162	336 480 162	200 000 000	146,5	200 000 000	146,5	200 000 000	146,5
		4 Transferts courants	401 454 261	401 454 261	655 000 000	655 000 000	253 545 739	63,2	253 545 739	63,2	253 545 739	63,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	242 000 000	242 000 000	718 000 000	718 000 000	476 000 000	196,7	476 000 000	196,7	476 000 000	196,7
		Total Prog. 1008	1 051 338 423	1 051 338 423	2 227 902 846	2 227 902 846	1 176 564 423	111,9	1 176 564 423	111,9	1 176 564 423	111,9
		2023 Pêche et Aquaculture	902 295 000	902 295 000	932 026 000	932 026 000	29 731 000	3,3	29 731 000	3,3	29 731 000	3,3
2024 Economie Maritime	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3 Acquisition de biens et services	455 284 887	455 284 887	459 684 887	459 684 887	4 400 000	1	4 400 000	1	4 400 000	1
		4 Transferts courants	2 134 745 416	2 134 745 416	2 094 512 000	2 094 512 000	-40 233 416	-1,9	-40 233 416	-1,9	-40 233 416	-1,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 213 394 551	9 736 210 687	28 150 000 000	3 650 000 000	7 936 605 449	39,3	-6 086 210 687	-62,5	-6 086 210 687	-62,5
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2023	25 705 719 854	25 705 719 854	33 636 222 887	9 136 222 887	7 930 503 033	30,9	-6 092 313 103	-23,7	-6 092 313 103	-23,7
		2024 Economie Maritime	23 163 000	23 163 000	31 177 000	31 177 000	8 014 000	34,6	8 014 000	34,6	8 014 000	34,6
3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3 Acquisition de biens et services	50 754 226	50 754 226	50 754 226	50 754 226	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	8 227 939 300	8 227 939 300	7 777 939 300	7 777 939 300	-450 000 000	-5,5	-450 000 000	-5,5	-450 000 000	-5,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	84 824 500 000	17 006 086 550	500 000 000	500 000 000	-84 324 500 000	-99,4	-16 506 086 550	-97,1	-16 506 086 550	-97,1
		6 Transferts en capital	450 000 000	450 000 000	250 000 000	250 000 000	-200 000 000	-44,4	-200 000 000	-44,4	-200 000 000	-44,4
		Total Prog. 2024	93 576 356 526	93 576 356 526	8 609 870 526	8 609 870 526	-84 966 486 000	-90,8	-17 148 072 550	-18,3	-17 148 072 550	-18,3
		3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	515 000 000	515 000 000	545 000 000	545 000 000	30 000 000	5,8	30 000 000	5,8	30 000 000	5,8
3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	150 000 000	150 000 000	-47 500 000	-24,1	-47 500 000	-24,1	-47 500 000	-24,1
		Total Prog. 2024	197 500 000	197 500 000	150 000 000	150 000 000	-47 500 000	-24,1	-47 500 000	-24,1	-47 500 000	-24,1

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		ECART	
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	VAL ABS	%	%
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	397 500 000	397 500 000	415 000 000	415 000 000	17 500 000	4,4	17 500 000	4,4
		<b>Total Prog. 3004</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			<b>121 833 414 803</b>	<b>43 537 817 489</b>	<b>45 973 996 259</b>	<b>21 473 996 259</b>	<b>-75 859 418 544</b>	<b>-62,3</b>	<b>-22 063 821 230</b>	<b>-50,7</b>
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	427 791 892	427 791 892	520 923 584	520 923 584	93 131 692	21,8	93 131 692	21,8
		3 Acquisition de biens et services	794 826 306	794 826 306	687 826 306	687 826 306	-107 000 000	-13,5	-107 000 000	-13,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	512 862 148	512 862 148	513 000 000	513 000 000	137 852	0	137 852	0
		<b>Total Prog. 1009</b>	<b>1 735 480 346</b>	<b>1 735 480 346</b>	<b>1 721 749 890</b>	<b>1 721 749 890</b>	<b>-13 730 456</b>	<b>-0,8</b>	<b>-13 730 456</b>	<b>-0,8</b>
2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel		123 904 000	123 904 000	114 415 000	114 415 000	-9 489 000	-7,7	-9 489 000	-7,7
		3 Acquisition de biens et services	114 772 736	114 772 736	114 772 736	114 772 736	0	0	0	0
		4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2027</b>	<b>790 553 940 483</b>	<b>790 553 940 483</b>	<b>419 772 060 300</b>	<b>181 819 668 752</b>	<b>-370 781 880 183</b>	<b>-46,9</b>	<b>-12 663 702 688</b>	<b>-1,6</b>
2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services		14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 800 000 000	5 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	18 000 000 000	310,3	18 000 000 000	310,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	713 777 756 181	117 707 187 138	324 963 897 454	87 011 505 906	-388 813 868 727	-54,5	-30 695 681 232	-26,1
		<b>Total Prog. 2028</b>	<b>790 553 940 483</b>	<b>790 553 940 483</b>	<b>419 772 060 300</b>	<b>181 819 668 752</b>	<b>-370 781 880 183</b>	<b>-46,9</b>	<b>-12 663 702 688</b>	<b>-1,6</b>
2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel		14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 800 000 000	5 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	18 000 000 000	310,3	18 000 000 000	310,3
		4 Transferts courants	15 221 835 323	15 221 835 323	253 350 000 000	20 350 000 000	238 128 164 677	1564,4	5 128 164 677	33,7
		<b>Total Prog. 2029</b>	<b>30 600 000 000</b>	<b>28 600 000 000</b>	<b>18 250 000 000</b>	<b>18 250 000 000</b>	<b>-12 350 000 000</b>	<b>-40,4</b>	<b>-10 350 000 000</b>	<b>-36,2</b>
			<b>51 636 806 813</b>	<b>51 636 806 813</b>	<b>295 414 971 490</b>	<b>62 414 971 490</b>	<b>243 778 164 677</b>	<b>472,1</b>	<b>12 778 164 677</b>	<b>24,7</b>
			206 764 000	206 764 000	227 477 000	227 477 000	20 713 000	10,0	20 713 000	10,0
			141 004 263	141 004 263	141 004 263	141 004 263	0	0	0	0
			<b>6 800 000 000</b>	<b>6 800 000 000</b>	<b>12 300 000 000</b>	<b>12 300 000 000</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>80,9</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>80,9</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Crédits inscrits LFI 2022			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits			AE			CP		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	2029 Développement et modernisation des services de transport	5 Investissements exécutés par l'Etat	53 048 240 947	53 048 240 947	194 001 250 960	17 605 452 835	140 953 010 013	265,7	-35 442 788 112	-66,8				
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0						
	<b>Total Prog. 2029</b>		<b>61 696 009 210</b>	<b>61 696 009 210</b>	<b>208 169 732 223</b>	<b>31 773 934 098</b>	<b>146 473 723 013</b>	<b>237,4</b>	<b>-29 922 075 112</b>	<b>-48,5</b>				
	<b>Total Section 41</b>		<b>905 622 236 852</b>	<b>307 551 567 809</b>	<b>925 078 513 903</b>	<b>277 730 324 230</b>	<b>19 456 277 051</b>	<b>2,1</b>	<b>-29 821 343 579</b>	<b>-9,7</b>				
		1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 879 000	448 879 000	1 027 924 516	1 027 924 516	579 045 516	129,0	579 045 516	129,0			
		3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	539 281 439	539 281 439	764 436 439	764 436 439	225 215 000	41,8	225 215 000	41,8			
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire		4 Transferts courants	1 250 000 000	1 250 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	1 850 000 000	148	1 850 000 000	148				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	355 000 000	355 000 000	355 000 000	0	0						
		6 Transferts en capital	2 200 000 000	2 200 000 000	0	0	-2 200 000 000	-100	-2 200 000 000	-100				
	<b>Total Prog. 1010</b>		<b>4 793 160 439</b>	<b>4 793 160 439</b>	<b>5 247 420 955</b>	<b>5 247 420 955</b>	<b>454 260 516</b>	<b>9,5</b>	<b>454 260 516</b>	<b>9,5</b>				
		2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	57 606 000	57 606 000	85 629 000	85 629 000	28 023 000	48,6	28 023 000	48,6			
		3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	40 848 455	40 848 455	40 848 455	40 848 455	0	0					
2031 Augmentation de la product et valorisa des pots agricoles		4 Transferts courants	8 579 000 000	8 579 000 000	8 235 038 148	8 235 038 148	-343 961 852	-4,0	-343 961 852	-4,0				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	237 869 797 539	44 740 176 840	68 140 340 218	33 936 500 568	-169 729 457 321	-71,4	-10 803 676 272	-24,1				
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	800 000 000	80	800 000 000	80				
	<b>Total Prog. 2030</b>		<b>247 547 251 994</b>	<b>247 547 251 994</b>	<b>78 301 855 821</b>	<b>44 098 016 171</b>	<b>-169 245 396 173</b>	<b>-68,4</b>	<b>-10 319 615 124</b>	<b>-4,2</b>				
		2 Dépenses de personnel	1 289 886 000	1 289 886 000	1 624 612 000	1 624 612 000	334 726 000	26,0	334 726 000	26,0				
		3 Acquisition de biens et services	683 463 093	683 463 093	683 463 093	683 463 093	0	0						
		4 Transferts courants	10 303 000 000	10 303 000 000	30 103 000 000	30 103 000 000	19 800 000 000	192,2	19 800 000 000	192,2				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	121 400 133 936	42 170 895 564	61 764 773 574	38 043 223 574	-59 635 360 362	-49,1	-4 127 671 990	-9,8				
		6 Transferts en capital	60 856 262 148	60 856 262 148	81 812 512 148	58 960 000 000	20 956 250 000	34,4	-1 896 262 148	-3,1				
	<b>Total Prog. 2031</b>		<b>194 632 745 177</b>	<b>194 632 745 177</b>	<b>175 988 360 815</b>	<b>129 414 298 667</b>	<b>-18 544 384 362</b>	<b>-9,5</b>	<b>14 110 791 862</b>	<b>7,3</b>				

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	260 346 000	260 346 000	365 162 000	365 162 000	104 816 000	40,3	104 816 000	40,3
			136 092 787	136 092 787	181 092 787	181 092 787	45 000 000	33,1	45 000 000	33,1
			8 224 643 200	8 224 643 200	8 324 643 200	8 324 643 200	100 000 000	1,2	100 000 000	1,2
			8 621 081 987	8 621 081 987	8 870 897 987	8 870 897 987	249 816 000	2,9	249 816 000	2,9
			455 494 239 597	183 135 380 526	268 408 535 578	187 630 633 780	-187 085 704 019	-41,1	4 495 253 254	2,5
			3 566 930 187	3 566 930 187	3 990 397 976	3 990 397 976	423 467 789	11,9	423 467 789	11,9
			3 860 017 576	3 860 017 576	3 429 267 659	3 429 267 659	-430 749 917	-11,2	-430 749 917	-11,2
			3 857 857 265	3 857 857 265	4 157 857 265	4 157 857 265	300 000 000	7,8	300 000 000	7,8
			2 779 066 540	2 779 066 540	1 438 893 713	1 438 893 713	-1 340 172 827	-48,2	-840 172 827	-36,9
			3 000 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	3 500 000 000	116,7	3 500 000 000	116,7
	<b>Total Prog. 2033</b>									
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	17 063 871 568	17 063 871 568	19 516 416 613	19 516 416 613	2 452 545 045	14,4	2 952 545 045	17,3
			9 879 539 380	9 879 539 380	13 356 225 600	13 356 225 600	3 476 686 220	35,2	3 476 686 220	35,2
			2 159 870 984	2 159 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	-100 000 000	-4,6	-100 000 000	-4,6
			5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	0	0	0	0
			35 104 052 743	7 700 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	-33 754 052 743	-96,2	-6 350 000 000	-82,5
			25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0
			77 183 463 107	77 183 463 107	46 806 096 584	46 806 096 584	-30 377 366 523	-39,4	-2 973 313 780	-3,9
			2 615 905 000	2 615 905 000	3 149 346 520	3 149 346 520	533 441 520	20,4	533 441 520	20,4
			3 929 578 779	3 929 578 779	3 733 014 721	3 733 014 721	-196 564 058	-5,0	-196 564 058	-5,0
			8 542 400 000	8 542 400 000	23 820 722 000	23 820 722 000	15 278 322 000	178,9	15 278 322 000	178,9
	<b>Total Prog. 1011</b>									
2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	17 063 871 568	17 063 871 568	19 516 416 613	19 516 416 613	2 452 545 045	14,4	2 952 545 045	17,3
			9 879 539 380	9 879 539 380	13 356 225 600	13 356 225 600	3 476 686 220	35,2	3 476 686 220	35,2
			2 159 870 984	2 159 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	-100 000 000	-4,6	-100 000 000	-4,6
			5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	0	0	0	0
			35 104 052 743	7 700 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	-33 754 052 743	-96,2	-6 350 000 000	-82,5
			25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0
			77 183 463 107	77 183 463 107	46 806 096 584	46 806 096 584	-30 377 366 523	-39,4	-2 973 313 780	-3,9
			2 615 905 000	2 615 905 000	3 149 346 520	3 149 346 520	533 441 520	20,4	533 441 520	20,4
			3 929 578 779	3 929 578 779	3 733 014 721	3 733 014 721	-196 564 058	-5,0	-196 564 058	-5,0
			8 542 400 000	8 542 400 000	23 820 722 000	23 820 722 000	15 278 322 000	178,9	15 278 322 000	178,9
	<b>Total Prog. 2032</b>									
2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	2 615 905 000	2 615 905 000	3 149 346 520	3 149 346 520	533 441 520	20,4	533 441 520	20,4
			3 929 578 779	3 929 578 779	3 733 014 721	3 733 014 721	-196 564 058	-5,0	-196 564 058	-5,0
			8 542 400 000	8 542 400 000	23 820 722 000	23 820 722 000	15 278 322 000	178,9	15 278 322 000	178,9
			2 533 118 090	2 533 118 090	2 685 121 153	2 685 121 153	152 003 063	6,0	152 003 063	6,0

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
		Catégorie dépense		Crédits inscrits LFI 2022		Ressources Internes et ressources externes		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		1-2-3-4-5-6		ECART	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	29 629 044 853	29 629 044 853	38 129 044 853	38 129 044 853	8 500 000 000	8 500 000 000	28,7	28,7	8 500 000 000	28,7	8 500 000 000	28,7
	<b>Total Prog. 2035</b>	<b>47 250 046 722</b>	<b>47 250 046 722</b>	<b>71 517 249 247</b>	<b>71 517 249 247</b>	<b>24 267 202 525</b>	<b>24 267 202 525</b>	<b>51,4</b>	<b>51,4</b>	<b>24 267 202 525</b>	<b>51,4</b>	<b>24 267 202 525</b>	<b>51,4</b>
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	4 720 476 180	4 720 476 180	5 260 979 000	5 260 979 000	540 502 820	540 502 820	11,5	11,5	540 502 820	11,5	540 502 820	11,5
	3 Acquisition de biens et services	1 681 462 373	1 681 462 373	1 774 605 759	1 774 605 759	93 143 386	93 143 386	5,5	5,5	93 143 386	5,5	93 143 386	5,5
	4 Transferts courants	30 000 000	30 000 000	37 000 000	37 000 000	7 000 000	7 000 000	23,3	23,3	7 000 000	23,3	7 000 000	23,3
	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 308 717 793	4 022 905 931	5 047 905 931	4 297 905 931	-2 260 811 862	275 000 000	-30,9	-30,9	275 000 000	-30,9	275 000 000	6,8
<b>Total Prog. 2036</b>	<b>13 740 656 346</b>	<b>13 740 656 346</b>	<b>12 120 490 690</b>	<b>11 370 490 690</b>	<b>-1 620 165 656</b>	<b>915 646 206</b>	<b>-11,8</b>	<b>-11,8</b>	<b>915 646 206</b>	<b>-11,8</b>	<b>915 646 206</b>	<b>6,7</b>	
2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	6 344 537 334	6 344 537 334	7 348 198 975	7 348 198 975	1 003 661 641	1 003 661 641	15,8	15,8	1 003 661 641	15,8	1 003 661 641	15,8
	3 Acquisition de biens et services	1 656 581 897	1 656 581 897	1 887 378 502	1 887 378 502	230 796 605	230 796 605	13,9	13,9	230 796 605	13,9	230 796 605	13,9
	4 Transferts courants	5 170 000	5 170 000	5 170 000	5 170 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	14 675 156 012	9 675 156 012	28 849 958 971	12 950 442 721	14 174 802 959	3 275 286 709	96,6	96,6	3 275 286 709	96,6	3 275 286 709	33,9
	6 Transferts en capital	5 794 241 470	3 070 000 000	4 322 000 000	4 322 000 000	-1 472 241 470	1 252 000 000	-25,4	-25,4	1 252 000 000	-25,4	1 252 000 000	40,8
	<b>Total Prog. 2037</b>	<b>28 522 286 713</b>	<b>28 522 286 713</b>	<b>42 459 306 448</b>	<b>26 559 790 198</b>	<b>13 937 019 735</b>	<b>5 761 744 955</b>	<b>48,9</b>	<b>48,9</b>	<b>5 761 744 955</b>	<b>48,9</b>	<b>5 761 744 955</b>	<b>20,2</b>
2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	320 338 000	320 338 000	366 446 000	366 446 000	46 108 000	46 108 000	14,4	14,4	46 108 000	14,4	46 108 000	14,4
	3 Acquisition de biens et services	602 895 480	602 895 480	602 895 480	602 895 480	0	0	0	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	444 898 840	154 618 455	354 618 455	354 618 455	-90 280 385	200 000 000	-20,3	-20,3	200 000 000	-20,3	200 000 000	129,4
	6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2038</b>	<b>3 051 251 320</b>	<b>3 051 251 320</b>	<b>3 007 078 935</b>	<b>3 007 078 935</b>	<b>-44 172 385</b>	<b>246 108 000</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>246 108 000</b>	<b>-1,4</b>	<b>246 108 000</b>	<b>8,1</b>
3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	125 315 000 000	125 315 000 000	134 340 000 000	134 340 000 000	9 025 000 000	9 025 000 000	7,2	7,2	9 025 000 000	7,2	9 025 000 000	7,2
	<b>Total Prog. 3005</b>	<b>125 315 000 000</b>	<b>125 315 000 000</b>	<b>134 340 000 000</b>	<b>134 340 000 000</b>	<b>9 025 000 000</b>	<b>9 025 000 000</b>	<b>7,2</b>	<b>7,2</b>	<b>9 025 000 000</b>	<b>7,2</b>	<b>9 025 000 000</b>	<b>7,2</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense				
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		1-2-3-4-5-6		ÉCART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	CP	
43 Ministère des Finances et du Budget	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 3006</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	3007 Gestion des Garanties et avais	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 3007</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	3008 Fonds intergénérationnel	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	5 155 000 000	5 155 000 000	0	0	5 155 000 000	0	
		<b>Total Prog. 3008</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 155 000 000</b>	<b>5 155 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 155 000 000</b>	<b>0</b>	
	3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants	0	0	12 695 000 000	12 695 000 000	0	0	12 695 000 000	0	
		<b>Total Prog. 3009</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 695 000 000</b>	<b>12 695 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 695 000 000</b>	<b>0</b>	
		<b>Total Section 43</b>		<b>334 176 575 776</b>	<b>294 972 189 316</b>	<b>369 666 638 517</b>	<b>451 451 756</b>	<b>353 017 122 267</b>	<b>35 490 062 741</b>	<b>10,6</b>	<b>58 044 932 951</b>
	44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	451 451 756	451 451 756	21,3	79 225 756	21,3	79 225 756
		3 Acquisition de biens et services	370 180 854	370 180 854	520 180 854	520 180 854	40,5	150 000 000	40,5	150 000 000	
		4 Transferts courants	350 000 000	350 000 000	450 000 000	450 000 000	28,6	100 000 000	28,6	100 000 000	
		<b>Total Prog. 1012</b>	<b>1 092 406 854</b>	<b>1 092 406 854</b>	<b>1 421 632 610</b>	<b>1 421 632 610</b>	<b>30,1</b>	<b>329 225 756</b>	<b>30,1</b>	<b>329 225 756</b>	
2039 Electrification rurale et Energies renouvelables		3 Acquisition de biens et services	20 243 179	20 243 179	20 243 179	20 243 179	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	5,4	150 000 000	5,4	150 000 000	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	180 591 913 446	46 614 852 979	105 285 051 864	37 865 549 876	-34,5	-55 326 861 582	-34,5	-8 749 303 103	
		6 Transferts en capital	11 440 500 000	11 440 500 000	1 240 500 000	1 240 500 000	-89,2	-10 200 000 000	-89,2	-10 200 000 000	
		<b>Total Prog. 2039</b>	<b>174 862 656 625</b>	<b>174 862 656 625</b>	<b>109 475 795 043</b>	<b>42 076 293 055</b>	<b>-37,4</b>	<b>-65 376 851 582</b>	<b>-37,4</b>	<b>-18 799 303 103</b>	
		2 Dépenses de personnel	40 047 000	40 047 000	31 787 000	31 787 000	-20,6	-8 260 000	-20,6	-8 260 000	
2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combust	3 Acquisition de biens et services	28 734 789	28 734 789	49 734 789	49 734 789	73,1	21 000 000	73,1	21 000 000		
	4 Transferts courants	100 750 681 000	100 750 681 000	150 729 681 000	150 729 681 000	49,6	49 979 000 000	49,6	49 979 000 000		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 889 911 889	5 889 911 889	772 000 000	772 000 000	-86,9	-5 117 911 889	-86,9	-5 117 911 889		
	<b>Total Prog. 2040</b>	<b>106 709 374 678</b>	<b>106 709 374 678</b>	<b>151 583 202 789</b>	<b>151 583 202 789</b>	<b>42,1</b>	<b>44 873 828 111</b>	<b>42,1</b>	<b>44 873 828 111</b>		

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Ressources internes et ressources externes		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	65 306 000	65 306 000	76 895 000	76 895 000	11 589 000	17,7	11 589 000	17,7
		3 Acquisition de biens et services	27 209 205	27 209 205	27 209 205	27 209 205	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	80 000 000	7,6	80 000 000	7,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	534 086 430 958	62 133 893 448	46 020 759 409	36 620 759 409	-488 065 671 549	-91,4	-25 512 934 039	-41,1
		6 Transferts en capital	0	0	3 900 000 000	3 900 000 000	3 900 000 000	0	3 900 000 000	0
		<b>Total Prog. 2120</b>	<b>535 228 946 163</b>	<b>535 228 946 163</b>	<b>51 164 863 614</b>	<b>41 754 863 614</b>	<b>-484 074 082 549</b>	<b>-90,4</b>	<b>-21 521 345 039</b>	<b>-4,0</b>
<b>Total Section 44</b>			<b>817 883 384 320</b>	<b>231 953 586 343</b>	<b>313 635 494 056</b>	<b>236 835 992 068</b>	<b>-504 247 890 264</b>	<b>-61,7</b>	<b>4 882 405 725</b>	<b>2,1</b>
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	663 196 120	663 196 120	467 423 144	467 423 144	-195 772 976	-29,5	-195 772 976	-29,5
		3 Acquisition de biens et services	205 601 287	205 601 287	405 601 287	405 601 287	200 000 000	97,3	200 000 000	97,3
		4 Transferts courants	864 133 170	864 133 170	819 931 500	819 931 500	-44 201 670	-5,1	-44 201 670	-5,1
		<b>Total Prog. 1013</b>	<b>1 732 930 577</b>	<b>1 732 930 577</b>	<b>1 692 955 931</b>	<b>1 692 955 931</b>	<b>-39 974 646</b>	<b>-2,3</b>	<b>-39 974 646</b>	<b>-2,3</b>
		2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	887 518 940	887 518 940	1 231 641 000	1 231 641 000	344 122 060	38,8	344 122 060	38,8
		3 Acquisition de biens et services	295 012 972	295 012 972	307 048 921	307 048 921	12 035 948	4,1	12 035 948	4,1
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	4 Transferts courants	1 558 600 000	1 558 600 000	101 708 600 000	101 708 600 000	100 150 000 000	6425,6	100 150 000 000	6425,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 863 000 000	3 863 000 000	5 113 000 000	3 113 000 000	1 250 000 000	32,4	-750 000 000	-19,4
		6 Transferts en capital	2 305 000 000	2 305 000 000	10 305 000 000	1 805 000 000	8 000 000 000	347,1	-500 000 000	-21,7
		<b>Total Prog. 2041</b>	<b>8 909 131 912</b>	<b>8 909 131 912</b>	<b>118 665 289 921</b>	<b>108 165 289 921</b>	<b>109 756 158 008</b>	<b>1232,0</b>	<b>99 256 158 008</b>	<b>1114,1</b>
		2 Dépenses de personnel	228 939 720	228 939 720	199 744 600	199 744 600	-29 195 120	-12,8	-29 195 120	-12,8
		3 Acquisition de biens et services	168 301 009	168 301 009	168 301 009	168 301 009	0	0	0	0
	4 Transferts courants	4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 584 794 750	2 584 794 750	2 127 158 480	2 127 158 480	-457 636 270	-17,7	-457 636 270	-17,7
		<b>Total Prog. 2042</b>	<b>3 582 035 479</b>	<b>3 582 035 479</b>	<b>3 095 204 089</b>	<b>3 095 204 089</b>	<b>-486 831 390</b>	<b>-13,6</b>	<b>-486 831 390</b>	<b>-13,6</b>

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Source de financement		Ressources Internes et ressources externes		AE		CP		%	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	VAL ABS	VAL ABS	VAL ABS		
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	2043 Promo et développement Entrepreneurial privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	74 551 080	74 551 080	69 769 000	69 769 000	-4 782 080	-4 782 080	-6,4	-4 782 080	-6,4	
		3 Acquisition de biens et services	570 343 220	570 343 220	570 343 220	570 343 220	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 535 284 298	1 535 284 298	2 642 134 218	2 642 134 218	1 106 849 920	1 106 849 920	1 106 849 920	72,1	1 106 849 920	72,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	66,7	1 000 000 000	66,7
		6 Transferts en capital	3 500 000 000	3 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	-1 000 000 000	-1 000 000 000	-1 000 000 000	-28,6	-1 000 000 000	-28,6
		<b>Total Prog. 2043</b>	<b>7 180 178 598</b>	<b>7 180 178 598</b>	<b>8 282 246 438</b>	<b>8 282 246 438</b>	<b>1 102 067 840</b>	<b>1 102 067 840</b>	<b>1 102 067 840</b>	<b>15,3</b>	<b>1 102 067 840</b>	<b>15,3</b>
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux											
			522 194 000	522 194 000	650 000 000	650 000 000	127 806 000	127 806 000	24,5	127 806 000	24,5	
			600 000 000	600 000 000	350 000 000	350 000 000	-250 000 000	-250 000 000	-41,7	-250 000 000	-41,7	
			<b>1 122 194 000</b>	<b>1 122 194 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>-122 194 000</b>	<b>-122 194 000</b>	<b>-10,9</b>	<b>-122 194 000</b>	<b>-10,9</b>	
			<b>22 626 470 566</b>	<b>22 626 470 566</b>	<b>132 735 696 379</b>	<b>132 735 696 379</b>	<b>110 209 225 813</b>	<b>110 209 225 813</b>	<b>489,2</b>	<b>99 709 225 813</b>	<b>442,6</b>	
			817 816 320	817 816 320	874 667 228	874 667 228	56 850 908	56 850 908	7,0	56 850 908	7,0	
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 182 100 125	1 182 100 125	1 274 600 125	1 274 600 125	92 500 000	92 500 000	7,8	92 500 000	7,8	
		3 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100	
		4 Transferts courants	988 602 774	988 602 774	1 488 602 774	1 488 602 774	500 000 000	500 000 000	50,6	500 000 000	50,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 088 519 219	3 088 519 219	3 837 870 127	3 837 870 127	749 350 908	749 350 908	24,3	749 350 908	24,3	
		2 Dépenses de personnel	192 968 000	192 968 000	254 819 000	254 819 000	61 851 000	61 851 000	32,1	61 851 000	32,1	
		3 Acquisition de biens et services	202 911 817	202 911 817	148 960 909	148 960 909	-53 950 908	-53 950 908	-26,6	-53 950 908	-26,6	
	4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	
			9 679 830 812	4 679 830 812	1 976 680 293	1 976 680 293	-7 703 150 519	-7 703 150 519	-79,6	-2 703 150 519	-57,8	
			12 644 263 418	12 644 263 418	6 422 886 354	6 422 886 354	-6 221 377 064	-6 221 377 064	-49,2	-6 221 377 064	-49,2	
			<b>23 019 974 047</b>	<b>23 019 974 047</b>	<b>9 103 346 556</b>	<b>9 103 346 556</b>	<b>-13 916 627 491</b>	<b>-13 916 627 491</b>	<b>-60,5</b>	<b>-8 916 627 491</b>	<b>-38,7</b>	

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget			Ressources internes et ressources externes			AE			CP		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	177 160 000	177 160 000	177 160 000	2 11 553 000	2 11 553 000	2 11 553 000	34 393 000	19,4	34 393 000	19,4	34 393 000	19,4
		3 Acquisition de biens et services	284 000 002	284 000 002	284 000 002	284 000 002	284 000 002	284 000 002	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	29 433 666 666	29 433 666 666	29 433 666 666	10 195 680 052	10 195 680 052	10 195 680 052	-19 237 986 614	-65,4	-19 237 986 614	-65,4	-19 237 986 614	-65,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 337 389 431	1 337 389 431	1 337 389 431	926 466 683	926 466 683	926 466 683	-410 922 748	-30,7	-410 922 748	-30,7	-410 922 748	-30,7
		6 Transferts en capital	11 959 860 000	11 959 860 000	11 959 860 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	-9 959 860 000	-83,3	-9 959 860 000	-83,3	-9 959 860 000	-83,3
		<b>Total Prog. 2046</b>	<b>43 192 076 099</b>	<b>43 192 076 099</b>	<b>43 192 076 099</b>	<b>13 617 699 737</b>	<b>13 617 699 737</b>	<b>13 617 699 737</b>	<b>-29 574 376 362</b>	<b>-68,5</b>	<b>-29 574 376 362</b>	<b>-68,5</b>	<b>-29 574 376 362</b>	<b>-68,5</b>
	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	224 795 228	224 795 228	224 795 228	2 18 684 000	2 18 684 000	2 18 684 000	-6 111 228	-2,7	-6 111 228	-2,7	-6 111 228	-2,7
		3 Acquisition de biens et services	2 810 510 244	2 810 510 244	2 810 510 244	2 779 510 244	2 779 510 244	2 779 510 244	-31 000 000	-1,1	-31 000 000	-1,1	-31 000 000	-1,1
		4 Transferts courants	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	42 000 000 000	42 000 000 000	42 000 000 000	12 000 000 000	40	12 000 000 000	40	12 000 000 000	40
		<b>Total Prog. 2047</b>	<b>42 941 551 156</b>	<b>42 941 551 156</b>	<b>42 941 551 156</b>	<b>58 781 427 776</b>	<b>58 781 427 776</b>	<b>58 781 427 776</b>	<b>15 839 876 620</b>	<b>36,9</b>	<b>15 839 876 620</b>	<b>36,9</b>	<b>15 839 876 620</b>	<b>36,9</b>
<b>Total Section 46</b>	<b>112 242 120 521</b>	<b>112 242 120 521</b>	<b>112 242 120 521</b>	<b>85 340 344 196</b>	<b>85 340 344 196</b>	<b>85 340 344 196</b>	<b>-25 901 776 325</b>	<b>-24,0</b>	<b>-25 901 776 325</b>	<b>-24,0</b>	<b>-25 901 776 325</b>	<b>-24,0</b>		
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	233 574 111	233 574 111	233 574 111	245 617 580	245 617 580	245 617 580	12 043 469	5,2	12 043 469	5,2	12 043 469	5,2
		3 Acquisition de biens et services	405 320 922	405 320 922	405 320 922	505 320 922	505 320 922	505 320 922	100 000 000	24,7	100 000 000	24,7	100 000 000	24,7
		4 Transferts courants	140 000 000	140 000 000	140 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	100 000 000	71,4	100 000 000	71,4	100 000 000	71,4
		<b>Total Prog. 1015</b>	<b>778 895 033</b>	<b>778 895 033</b>	<b>778 895 033</b>	<b>990 938 502</b>	<b>990 938 502</b>	<b>990 938 502</b>	<b>212 043 469</b>	<b>27,2</b>	<b>212 043 469</b>	<b>27,2</b>	<b>212 043 469</b>	<b>27,2</b>
		2 Dépenses de personnel	79 141 000	79 141 000	79 141 000	73 707 000	73 707 000	73 707 000	-5 434 000	-6,9	-5 434 000	-6,9	-5 434 000	-6,9
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	2 838 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	0	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 799 828 000	5 799 828 000	5 799 828 000	225 675 736 800	225 675 736 800	225 675 736 800	219 875 908 800	379,1	219 875 908 800	379,1	219 875 908 800	379,1	
	<b>Total Prog. 2049</b>	<b>11 017 380 539</b>	<b>11 017 380 539</b>	<b>11 017 380 539</b>	<b>11 017 380 539</b>	<b>11 017 380 539</b>	<b>11 017 380 539</b>	<b>219 875 908 800</b>	<b>19,9</b>	<b>219 875 908 800</b>	<b>19,9</b>	<b>219 875 908 800</b>	<b>19,9</b>	
	<b>Total Section 47</b>	<b>123 259 501 060</b>	<b>123 259 501 060</b>	<b>123 259 501 060</b>	<b>123 259 501 060</b>	<b>123 259 501 060</b>	<b>123 259 501 060</b>	<b>219 875 908 800</b>	<b>17,8</b>	<b>219 875 908 800</b>	<b>17,8</b>	<b>219 875 908 800</b>	<b>17,8</b>	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Ressources internes et ressources externes		Source de financement		AE		CP		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	6 Transferts en capital	1 970 000 000	1 970 000 000	2 277 000 000	2 277 000 000	307 000 000	15,6	307 000 000	15,6	15,6	
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>10 723 692 518</b>	<b>10 723 692 518</b>	<b>230 901 167 318</b>	<b>11 314 157 968</b>	<b>220 177 474 800</b>	<b>2053,2</b>	<b>590 465 450</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	
		<b>Total Section 47</b>	<b>11 502 587 551</b>	<b>11 502 587 551</b>	<b>231 882 105 820</b>	<b>12 305 096 470</b>	<b>220 389 518 269</b>	<b>1916,0</b>	<b>802 508 919</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	
		2 Dépenses de personnel	415 164 000	415 164 000	331 239 940	331 239 940	-83 924 060	-20,2	-83 924 060	-20,2	-20,2	
		3 Acquisition de biens et services	266 901 079	266 901 079	416 901 079	416 901 079	150 000 000	56,2	150 000 000	56,2	56,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 900	202 980 900	0	0	-202 980 900	-100	-202 980 900	-100	-100	
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	2050 Développement de l'Offre touristique	<b>Total Prog. 1016</b>	<b>885 045 979</b>	<b>885 045 979</b>	<b>748 141 019</b>	<b>748 141 019</b>	<b>-136 904 960</b>	<b>-15,5</b>	<b>-136 904 960</b>	<b>-15,5</b>	<b>-15,5</b>	
		2 Dépenses de personnel	164 586 000	164 586 000	219 201 000	219 201 000	54 615 000	33,2	54 615 000	33,2	33,2	
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672	113 740 672	395 540 672	395 540 672	281 800 000	247,8	281 800 000	247,8	247,8	
		4 Transferts courants	2 509 500 000	2 509 500 000	3 989 500 000	3 989 500 000	1 480 000 000	59,0	1 480 000 000	59,0	59,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 963 543 279	8 697 438 330	1 052 500 000	1 052 500 000	-40 911 043 279	-97,5	-7 644 938 330	-87,9	-87,9	
		6 Transferts en capital	3 519 000 000	3 519 000 000	2 288 008 436	2 288 008 436	-1 230 991 564	-35,0	-1 230 991 564	-35,0	-35,0	
2051 développement de la Sécurité et de la Sureté de Transport aér	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté de Transport aér	<b>Total Prog. 2050</b>	<b>48 270 369 951</b>	<b>48 270 369 951</b>	<b>7 944 750 108</b>	<b>7 944 750 108</b>	<b>-40 325 619 843</b>	<b>-83,5</b>	<b>-7 059 514 894</b>	<b>-14,6</b>	<b>-14,6</b>	
		2 Dépenses de personnel	8 817 000	8 817 000	0	0	-8 817 000	-100	-8 817 000	-100	-100	
		3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257	0	0	-12 807 257	-100	-12 807 257	-100	-100	
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	0	0	-857 500 000	-100	-857 500 000	-100	-100	
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2051</b>	<b>879 124 257</b>	<b>879 124 257</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-879 124 257</b>	<b>-100</b>	<b>-879 124 257</b>	<b>-100</b>	<b>-100</b>	
2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	16 289 000	16 289 000	0	0	-16 289 000	-100	-16 289 000	-100	-100	
		3 Acquisition de biens et services	14 796 786	14 796 786	0	0	-14 796 786	-100	-14 796 786	-100	-100	
		4 Transferts courants	3 909 096 156	3 909 096 156	0	0	-3 909 096 156	-100	-3 909 096 156	-100	-100	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	90 844 435 764	13 711 174 500	0	0	-80 844 435 764	-100	-13 711 174 500	-100	-100	
		<b>Total Prog. 2052</b>	<b>110 839 318 606</b>	<b>34 791 581 342</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-106 047 737 264</b>	<b>-100</b>	<b>-106 047 737 264</b>	<b>-100</b>	<b>-100</b>	
		<b>Total Section 2052</b>	<b>110 839 318 606</b>	<b>34 791 581 342</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-106 047 737 264</b>	<b>-100</b>	<b>-106 047 737 264</b>	<b>-100</b>	<b>-100</b>	



**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		ECART	
			Crédits inscrits LFI 2022	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Éducation Nationale	2055 Enseignement Moyen général	Total Prog. 2055	110 475 497 820	110 475 497 820	145 176 353 823	145 176 353 823	34 700 856 003	31,4	37 665 102 253	34,1
		2 Dépenses de personnel	87 186 609 000	87 186 609 000	115 663 469 000	115 663 469 000	28 476 860 000	32,7	28 476 860 000	32,7
	2056 Enseignement secondaire général	3 Acquisition de biens et services	1 752 701 843	1 752 701 843	1 752 701 843	1 752 701 843	0	0	0	0
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	1 706 000 000	1 706 000 000	-13 778 003 030	-89,0	0	0
	Total Prog. 2056	105 020 013 873	105 020 013 873	119 718 870 843	119 718 870 843	14 698 856 970	14,0	28 476 860 000	27,1	
	2057 Éducation de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	261 708 000	261 708 000	298 720 000	298 720 000	37 012 000	14,1	37 012 000	14,1
		3 Acquisition de biens et services	448 201 333	448 201 333	448 201 333	448 201 333	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	50 000 000	5	50 000 000	5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	266 086 080	266 086 080	-500 000 000	-65,3	0	0
Total Prog. 2057		2 475 995 413	2 475 995 413	2 063 007 413	2 063 007 413	-412 988 000	-16,7	87 012 000	3,5	
Total Section 50	635 927 169 317	606 662 533 480	803 048 460 268	778 549 450 268	167 121 290 951	26,3	171 866 916 788	28,3		
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	660 107 140	660 107 140	901 723 740	901 723 740	241 616 600	36,6	241 616 600	36,6
		3 Acquisition de biens et services	761 131 628	761 131 628	1 119 331 628	1 119 331 628	358 200 000	47,1	358 200 000	47,1
		4 Transferts courants	330 000 000	330 000 000	330 000 000	330 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-200 000 000	-66,7	0	0
		Total Prog. 1018	2 051 238 768	2 051 238 768	2 451 055 368	2 451 055 368	399 816 600	19,5	599 816 600	29,2
2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	55 807 480	55 807 480	81 087 000	81 087 000	25 279 520	45,3	25 279 520	45,3	
	3 Acquisition de biens et services	159 379 651	159 379 651	235 379 651	235 379 651	76 000 000	47,7	76 000 000	47,7	
	4 Transferts courants	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 440 000 000	590 000 000	590 000 000	590 000 000	-3 850 000 000	-86,7	0	0	
	Total Prog. 2058	690 596 131	690 596 131	1 021 851 301	1 021 851 301	377 359 520	54,7	377 359 520	54,7	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		1-2-3-4-5-6		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	CP
52 Ministère des Sports	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	Total Prog. 2058	4 730 187 131	4 730 187 131	981 466 651	981 466 651	-3 748 720 480	-79,3	101 279 520	2,1
			198 297 440	198 297 440	213 634 000	213 634 000	15 336 560	7,7	15 336 560	7,7
			6 239 190 883	6 239 190 883	6 021 980 585	6 021 980 585	-217 210 298	-3,5	-217 210 298	-3,5
			30 449 265 455	24 074 334 066	13 764 231 951	13 714 231 951	-16 685 033 504	-54,8	-10 360 102 115	-43,0
			<b>36 886 753 778</b>	<b>36 886 753 778</b>	<b>19 999 846 536</b>	<b>19 949 846 536</b>	<b>-16 886 907 242</b>	<b>-45,8</b>	<b>-10 561 975 853</b>	<b>-28,6</b>
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	Total Prog. 2059	43 668 179 677	33 243 248 288	23 432 368 555	23 382 368 555	-20 235 811 122	-46,3	-9 860 879 733	-29,7
			379 203 000	379 203 000	278 993 260	278 993 260	-100 209 740	-26,4	-100 209 740	-26,4
			798 787 515	798 787 515	1 235 787 432	1 235 787 432	436 999 917	54,7	436 999 917	54,7
			120 000 000	120 000 000	50 000 000	50 000 000	-70 000 000	-58,3	-70 000 000	-58,3
			<b>1 297 990 515</b>	<b>1 297 990 515</b>	<b>1 564 780 692</b>	<b>1 564 780 692</b>	<b>266 790 177</b>	<b>20,6</b>	<b>266 790 177</b>	<b>20,6</b>
2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	Total Prog. 2061	529 139 000	529 139 000	562 106 000	562 106 000	32 967 000	6,2	32 967 000	6,2
			429 805 307	429 805 307	465 233 307	465 233 307	35 428 000	8,2	35 428 000	8,2
			5 507 352 279	5 507 352 279	5 983 352 279	5 983 352 279	476 000 000	8,6	476 000 000	8,6
			4 248 000 000	1 310 000 000	1 310 000 000	1 310 000 000	-2 938 000 000	-69,2	0	0
			<b>12 714 296 586</b>	<b>12 714 296 586</b>	<b>10 320 691 586</b>	<b>10 320 691 586</b>	<b>-2 393 605 000</b>	<b>-18,8</b>	<b>544 395 000</b>	<b>4,3</b>
Total Prog. 2062	Total Prog. 2062	Total Prog. 2062	79 542 528	79 542 528	0	0	-79 542 528	-100	-79 542 528	-100
			10 605 000 000	10 605 000 000	0	0	-10 605 000 000	-100	-10 605 000 000	-100
			30 000 000 000	2 000 000 000	0	0	-30 000 000 000	-100	-2 000 000 000	-100
			0	0	0	0	0	0	0	0
			<b>40 684 542 528</b>	<b>40 684 542 528</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-40 684 542 528</b>	<b>-100</b>	<b>-12 684 542 528</b>	<b>-31,2</b>

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense																	
			Budget			1-2-3-4-5-6																	
			Ressources internes et ressources externes			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits																	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP									
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	123 043 000	123 043 000	122 558 500	122 558 500	-484 500	-484 500	-0,4	-0,4													
		3 Acquisition de biens et services	253 929 173	253 929 173	253 929 173	253 929 173	0	0	0	0													
		4 Transferts courants	1 303 646 000	1 303 646 000	1 503 646 000	1 503 646 000	200 000 000	200 000 000	15,3	15,3													
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 288 500 000	2 288 500 000	4 409 500 000	4 409 500 000	2 121 000 000	2 121 000 000	92,7	92,7													
		6 Transferts en capital	2 966 266 719	1 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	-1 566 266 719	-1 566 266 719	-52,8	-52,8													
		<b>Total Prog. 2063</b>	<b>6 935 384 892</b>	<b>6 935 384 892</b>	<b>7 689 633 673</b>	<b>7 689 633 673</b>	<b>754 248 781</b>	<b>754 248 781</b>	<b>10,9</b>	<b>10,9</b>													
		<b>Total Section 53</b>	<b>61 632 214 521</b>	<b>29 027 947 802</b>	<b>19 575 105 951</b>	<b>19 575 105 951</b>	<b>-42 057 108 570</b>	<b>-42 057 108 570</b>	<b>-68,2</b>	<b>-68,2</b>													
		54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	11 617 888 553	11 617 888 553	10 357 694 352	10 357 694 352	-1 260 194 201	-1 260 194 201	-10,8	-10,8											
				3 Acquisition de biens et services	13 553 215 978	13 553 215 978	14 815 517 500	14 815 517 500	1 262 301 522	1 262 301 522	9,3	9,3											
				4 Transferts courants	16 874 299 000	16 874 299 000	14 764 299 000	14 764 299 000	-2 110 000 000	-2 110 000 000	-12,5	-12,5											
5 Investissements exécutés par l'Etat	30 950 990 188			15 782 035 188	5 261 168 169	5 261 168 169	-25 689 822 019	-25 689 822 019	-83,0	-83,0													
6 Transferts en capital	515 302 350			515 302 350	0	0	-515 302 350	-515 302 350	-100	-100													
<b>Total Prog. 1020</b>	<b>73 511 696 069</b>			<b>73 511 696 069</b>	<b>45 198 679 021</b>	<b>45 198 679 021</b>	<b>-28 313 017 048</b>	<b>-28 313 017 048</b>	<b>-38,5</b>	<b>-38,5</b>													
2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel			3 Acquisition de biens et services	16 950 611 992	16 850 611 992	23 318 235 859	23 318 235 859	6 467 623 867	6 467 623 867	38,4	38,4											
				4 Transferts courants	1 806 552 654	1 806 552 654	3 459 721 132	3 459 721 132	1 653 168 478	1 653 168 478	91,5	91,5											
				5 Investissements exécutés par l'Etat	4 777 000 000	4 777 000 000	9 878 680 000	9 878 680 000	5 101 680 000	5 101 680 000	106,8	106,8											
				6 Transferts en capital	95 952 199 123	93 402 199 123	77 459 451 905	77 459 451 905	-18 492 747 218	-18 492 747 218	-19,3	-19,3											
		<b>Total Prog. 2064</b>	<b>125 385 866 431</b>	<b>125 385 866 431</b>	<b>115 231 940 458</b>	<b>115 231 940 458</b>	<b>-10 153 925 973</b>	<b>-10 153 925 973</b>	<b>-8,1</b>	<b>-8,1</b>													
		2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	19 049 179 540	19 049 179 540	23 304 831 934	23 304 831 934	4 255 652 394	4 255 652 394	22,3	22,3											
				4 Transferts courants	236 582 421	236 582 421	438 432 421	438 432 421	201 850 000	201 850 000	85,3	85,3											
				<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>											
				2066 Santé de référence	3 Acquisition de biens et services	4 Transferts courants	236 582 421	236 582 421	438 432 421	438 432 421	201 850 000	201 850 000	85,3	85,3									
						<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>									
2066 Santé de référence	4 Transferts courants					5 Investissements exécutés par l'Etat	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4									
						<b>Total Prog. 2066</b>	<b>125 385 866 431</b>	<b>125 385 866 431</b>	<b>115 231 940 458</b>	<b>115 231 940 458</b>	<b>-10 153 925 973</b>	<b>-10 153 925 973</b>	<b>-8,1</b>	<b>-8,1</b>									
						2066 Santé de référence	5 Investissements exécutés par l'Etat	6 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4							
								<b>Total Prog. 2066</b>	<b>125 385 866 431</b>	<b>125 385 866 431</b>	<b>115 231 940 458</b>	<b>115 231 940 458</b>	<b>-10 153 925 973</b>	<b>-10 153 925 973</b>	<b>-8,1</b>	<b>-8,1</b>							
								2066 Santé de référence	6 Transferts en capital	2 Dépenses de personnel	19 049 179 540	19 049 179 540	23 304 831 934	23 304 831 934	4 255 652 394	4 255 652 394	22,3	22,3					
		<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>							<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>							
		2066 Santé de référence	3 Acquisition de biens et services							3 Acquisition de biens et services	236 582 421	236 582 421	438 432 421	438 432 421	201 850 000	201 850 000	85,3	85,3					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
				2066 Santé de référence	4 Transferts courants					4 Transferts courants	236 582 421	236 582 421	438 432 421	438 432 421	201 850 000	201 850 000	85,3	85,3					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
2066 Santé de référence	5 Investissements exécutés par l'Etat									5 Investissements exécutés par l'Etat	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
						2066 Santé de référence	6 Transferts en capital			6 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
								2066 Santé de référence	7 Transferts en capital	7 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
		2066 Santé de référence	8 Transferts en capital							8 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
				2066 Santé de référence	9 Transferts en capital					9 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					
2066 Santé de référence	10 Transferts en capital									10 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-4 883 651 100	-81,4	-81,4					
										<b>Total Prog. 2066</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>19 285 761 961</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>23 743 264 355</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>4 457 502 394</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>					

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense							
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART				
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP		VAL ABS		%		VAL ABS	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2066 Santé de référence	4 Transferts courants	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
			18 889 715 000	18 889 715 000	27 898 035 000	27 898 035 000	9 008 320 000	47,7	9 008 320 000	47,7						
	5 Investissements exécutés par l'Etat		26 120 000 000	14 658 719 383	53 086 205 097	23 086 205 097	26 966 205 097	103,2	8 427 485 714	57,5						
		3 Transferts en capital	3 706 498 955	3 656 498 955	3 856 498 955	3 856 498 955	150 000 000	4,0	200 000 000	5,5						
	<b>Total Prog. 2066</b>	<b>68 001 975 916</b>	<b>68 001 975 916</b>	<b>108 584 003 407</b>	<b>78 584 003 407</b>	<b>40 582 027 491</b>	<b>59,7</b>	<b>22 093 306 108</b>	<b>32,5</b>							
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	1 354 247 732	1 354 247 732	1 580 185 085	1 580 185 085	225 937 352	16,7	225 937 352	16,7						
		3 Acquisition de biens et services	728 236 404	728 236 404	751 039 204	751 039 204	22 802 800	3,1	22 802 800	3,1						
	4 Transferts courants		567 347 671	567 347 671	567 347 671	567 347 671	0	0	0	0						
		5 Investissements exécutés par l'Etat	341 234 271	341 234 271	341 234 271	341 234 271	0	0	0	0						
	6 Transferts en capital		220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	0	0	0	0						
<b>Total Prog. 2067</b>		<b>3 211 066 078</b>	<b>3 211 066 078</b>	<b>3 459 806 231</b>	<b>3 459 806 231</b>	<b>248 740 153</b>	<b>7,7</b>	<b>248 740 153</b>	<b>7,7</b>							
<b>Total Section 54</b>		<b>270 110 604 494</b>	<b>235 996 717 777</b>	<b>272 474 429 117</b>	<b>242 474 429 117</b>	<b>2 363 824 623</b>	<b>0,9</b>	<b>6 477 711 340</b>	<b>2,7</b>							
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	906 159 000	906 159 000	1 230 461 304	1 230 461 304	324 302 304	35,8	324 302 304	35,8						
		3 Acquisition de biens et services	1 411 044 742	1 411 044 742	1 562 504 292	1 562 504 292	151 459 550	10,7	151 459 550	10,7						
	4 Transferts courants		480 000 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000	0	0	0	0						
		5 Investissements exécutés par l'Etat	90 650 000	90 650 000	90 650 000	90 650 000	0	0	0	0						
	<b>Total Prog. 1021</b>	<b>2 887 853 742</b>	<b>2 887 853 742</b>	<b>3 363 615 896</b>	<b>3 363 615 896</b>	<b>475 761 854</b>	<b>16,5</b>	<b>475 761 854</b>	<b>16,5</b>							
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	128 527 000	128 527 000	122 742 000	122 742 000	-5 785 000	-4,5	-5 785 000	-4,5						
		3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	30 657 398	30 657 398	0	0	0	0						
	5 Investissements exécutés par l'Etat		3 503 782 800	3 503 782 800	36 240 332 800	4 900 332 800	32 736 550 000	934,3	1 396 550 000	39,9						
		<b>Total Prog. 2068</b>	<b>3 662 967 198</b>	<b>3 662 967 198</b>	<b>36 393 732 198</b>	<b>5 063 732 198</b>	<b>32 730 765 000</b>	<b>893,6</b>	<b>1 390 765 000</b>	<b>38,0</b>						
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel	120 737 000	120 737 000	83 219 000	83 219 000	-37 518 000	-31,1	-37 518 000	-31,1						
3 Acquisition de biens et services		392 654 418	392 654 418	392 654 418	392 654 418	0	0	0	0							

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		AE		CP		%	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5 Investissements exécutés par l'Etat	575 400 000	575 400 000	575 400 000	575 400 000	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2069</b>	<b>1 088 791 418</b>	<b>1 088 791 418</b>	<b>1 051 273 418</b>	<b>1 051 273 418</b>	<b>-37 518 000</b>	<b>-3,4</b>	<b>-37 518 000</b>	<b>-3,4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		2 Dépenses de personnel	0	0	10 307 000	10 307 000	10 307 000	0	10 307 000	0	10 307 000	0
		3 Acquisition de biens et services	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 150 000 000	2 150 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	-100 000 000	-4,7	-100 000 000	-4,7	-100 000 000	-4,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 217 687 935	4 217 687 935	22 920 256 741	6 074 139 694	18 702 568 806	443,4	1 856 448 759	44,0	1 856 448 759	44,0
		6 Transferts en capital	9 290 320 802	9 290 320 802	4 540 320 802	4 540 320 802	-4 750 000 000	-51,1	-4 750 000 000	-51,1	-4 750 000 000	-51,1
		<b>Total Prog. 2070</b>	<b>15 678 008 737</b>	<b>15 678 008 737</b>	<b>29 540 884 543</b>	<b>12 694 764 496</b>	<b>13 862 875 806</b>	<b>88,4</b>	<b>-2 983 244 241</b>	<b>-19,0</b>	<b>-2 983 244 241</b>	<b>-19,0</b>
		2 Dépenses de personnel	0	0	28 315 000	28 315 000	28 315 000	0	28 315 000	0	28 315 000	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	32 266 246	32 266 246	32 266 246	0	32 266 246	0	32 266 246	0
4 Transferts courants	0	0	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0	125 000 000	0		
<b>Total Prog. 2103</b>	<b>23 317 621 095</b>	<b>23 317 621 095</b>	<b>80 535 087 001</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>		
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	371 514 100	371 514 100	468 661 592	468 661 592	97 147 492	26,1	97 147 492	26,1	97 147 492	26,1
		3 Acquisition de biens et services	1 441 790 863	1 441 790 863	1 676 790 863	1 676 790 863	235 000 000	16,3	235 000 000	16,3	235 000 000	16,3
		4 Transferts courants	657 765 530	657 765 530	255 000 000	255 000 000	-402 765 530	-61,2	-402 765 530	-61,2	-402 765 530	-61,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	414 350 000	414 350 000	413 000 000	413 000 000	-1 350 000	-0,3	-1 350 000	-0,3	-1 350 000	-0,3
		<b>Total Prog. 1022</b>	<b>2 885 420 493</b>	<b>2 885 420 493</b>	<b>2 813 452 455</b>	<b>2 813 452 455</b>	<b>-71 968 038</b>	<b>-2,5</b>	<b>-71 968 038</b>	<b>-2,5</b>	<b>-71 968 038</b>	<b>-2,5</b>
		2 Dépenses de personnel	4 435 459 520	4 435 459 520	6 137 765 680	6 137 765 680	1 702 306 160	38,4	1 702 306 160	38,4	1 702 306 160	38,4
		3 Acquisition de biens et services	1 608 970 741	1 608 970 741	1 607 976 741	1 607 976 741	1 006 000	0,1	1 006 000	0,1	1 006 000	0,1
		4 Transferts courants	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Section 55</b>	<b>23 317 621 095</b>	<b>23 317 621 095</b>	<b>80 535 087 001</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>
		56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	371 514 100	371 514 100	468 661 592	468 661 592	97 147 492	26,1	97 147 492	26,1
3 Acquisition de biens et services	1 441 790 863			1 441 790 863	1 676 790 863	1 676 790 863	235 000 000	16,3	235 000 000	16,3	235 000 000	16,3
4 Transferts courants	657 765 530			657 765 530	255 000 000	255 000 000	-402 765 530	-61,2	-402 765 530	-61,2	-402 765 530	-61,2
5 Investissements exécutés par l'Etat	414 350 000			414 350 000	413 000 000	413 000 000	-1 350 000	-0,3	-1 350 000	-0,3	-1 350 000	-0,3
<b>Total Prog. 1022</b>	<b>2 885 420 493</b>			<b>2 885 420 493</b>	<b>2 813 452 455</b>	<b>2 813 452 455</b>	<b>-71 968 038</b>	<b>-2,5</b>	<b>-71 968 038</b>	<b>-2,5</b>	<b>-71 968 038</b>	<b>-2,5</b>
2 Dépenses de personnel	4 435 459 520			4 435 459 520	6 137 765 680	6 137 765 680	1 702 306 160	38,4	1 702 306 160	38,4	1 702 306 160	38,4
3 Acquisition de biens et services	1 608 970 741			1 608 970 741	1 607 976 741	1 607 976 741	1 006 000	0,1	1 006 000	0,1	1 006 000	0,1
4 Transferts courants	10 420 000 000			10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	0	0	0	0	0	0
<b>Total Section 55</b>	<b>23 317 621 095</b>			<b>23 317 621 095</b>	<b>80 535 087 001</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>	<b>10 185 581 246</b>	<b>0</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 173 900 707	7 173 900 707	7 376 275 000	7 376 275 000	202 374 293	2,8	202 374 293	2,8
		6 Transferts en capital	231 000 000	231 000 000	231 000 000	231 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2071</b>	<b>23 867 330 968</b>	<b>23 867 330 968</b>	<b>25 773 017 421</b>	<b>25 773 017 421</b>	<b>1 905 686 453</b>	<b>8,0</b>	<b>1 905 686 453</b>	<b>8,0</b>	
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	3 882 521 460	3 882 521 460	4 128 637 740	4 128 637 740	246 116 280	6,3	246 116 280	6,3
		3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	664 155 355	664 155 355	9 000 000	1,4	9 000 000	1,4
	4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	400 000 000	400 000 000	73 880 000	22,7	73 880 000	22,7	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 633 051 482	1 633 051 482	1 130 213 630	1 130 213 630	-502 837 852	-30,8	-502 837 852	-30,8	
	<b>Total Prog. 2072</b>	<b>6 496 848 297</b>	<b>6 496 848 297</b>	<b>6 323 006 725</b>	<b>6 323 006 725</b>	<b>-173 841 572</b>	<b>-2,7</b>	<b>-173 841 572</b>	<b>-2,7</b>	
	2073 Lutte contre les pollut. nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	279 613 420	279 613 420	273 139 720	273 139 720	-6 473 700	-2,3	-6 473 700	-2,3
		3 Acquisition de biens et services	398 420 032	398 420 032	398 420 032	398 420 032	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat	4 066 051 911	4 066 051 911	3 170 929 807	3 170 929 807	27 634 877 896	679,6	-865 122 104	-21,3		
<b>Total Section 56</b>	<b>4 744 065 363</b>	<b>4 744 065 363</b>	<b>32 372 489 559</b>	<b>32 372 489 559</b>	<b>27 628 404 196</b>	<b>582,4</b>	<b>-871 595 804</b>	<b>-18,4</b>		
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	370 429 056	370 429 056	412 632 504	412 632 504	42 203 448	11,4	42 203 448	11,4
		3 Acquisition de biens et services	187 841 633	187 841 633	387 841 633	387 841 633	200 000 000	106,5	200 000 000	106,5
	5 Investissements exécutés par l'Etat	299 390 760	299 390 760	310 890 760	310 890 760	11 500 000	3,8	11 500 000	3,8	
	<b>Total Prog. 1023</b>	<b>857 661 449</b>	<b>857 661 449</b>	<b>1 111 364 897</b>	<b>1 111 364 897</b>	<b>253 703 448</b>	<b>29,6</b>	<b>253 703 448</b>	<b>29,6</b>	
	2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel	162 736 160	162 736 160	152 478 240	152 478 240	-10 257 920	-6,3	-10 257 920	-6,3
		3 Acquisition de biens et services	333 926 128	333 926 128	433 926 128	433 926 128	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9
	4 Transferts courants	477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	27 305 125 832	10 066 559 119	10 462 464 802	10 462 464 802	-15 842 661 030	-61,7	395 905 683	3,9	
	<b>Total Prog. 2098</b>	<b>28 279 286 520</b>	<b>28 279 286 520</b>	<b>11 526 367 570</b>	<b>11 526 367 570</b>	<b>-16 752 918 950</b>	<b>-59,2</b>	<b>485 647 763</b>	<b>1,7</b>	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense				
			Crédits inscrits LFI 2022			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits			AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	112 187 000	112 187 000	118 717 000	118 717 000	118 717 000	118 717 000	5,8	6 530 000	5,8	6 530 000	5,8
		3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	269 934 089	269 934 089	0	0	0	0	0	0	0
	2110 Autonomie Economique des femmes	4 Transferts courants	2 551 461 012	2 551 461 012	2 714 461 012	2 714 461 012	163 000 000	163 000 000	6,4	163 000 000	6,4	163 000 000	6,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 295 000 000	7 295 000 000	12 068 143 137	12 068 143 137	1 773 143 137	1 773 143 137	17,2	4 773 143 137	17,2	4 773 143 137	17,2
	<b>Total Prog. 2101</b>		<b>13 228 582 101</b>	<b>13 228 582 101</b>	<b>15 171 255 238</b>	<b>15 171 255 238</b>	<b>1 942 673 137</b>	<b>1 942 673 137</b>	<b>14,7</b>	<b>4 942 673 137</b>	<b>14,7</b>	<b>4 942 673 137</b>	<b>14,7</b>
	<b>Total Section 58</b>		<b>6 006 895 190</b>	<b>6 006 895 190</b>	<b>6 803 739 678</b>	<b>6 803 739 678</b>	<b>1 639 588 504</b>	<b>1 639 588 504</b>	<b>-73,9</b>	<b>-1 462 300 575</b>	<b>-54,3</b>	<b>-1 462 300 575</b>	<b>-54,3</b>
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	48 372 425 260	26 116 359 022	30 789 749 087	30 789 749 087	30 789 749 087	30 789 749 087	-36,3	4 673 390 065	-17,9	4 673 390 065	-17,9
		3 Acquisition de biens et services	6 803 739 678	6 803 739 678	1 639 588 504	1 639 588 504	1 639 588 504	1 639 588 504	-75,9	-5 164 151 174	-75,9	-5 164 151 174	-75,9
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	1 822 685 991	1 822 685 991	1 822 685 991	1 822 685 991	19,7	300 000 000	19,7	300 000 000	19,7
		<b>Total Prog. 1024</b>	<b>8 376 425 669</b>	<b>8 376 425 669</b>	<b>3 512 274 495</b>	<b>3 512 274 495</b>	<b>-4 864 151 174</b>	<b>-4 864 151 174</b>	<b>-58,1</b>	<b>-4 864 151 174</b>	<b>-58,1</b>	<b>-4 864 151 174</b>	<b>-58,1</b>
	<b>Total Prog. 2077</b>		<b>5 911 714 880</b>	<b>5 911 714 880</b>	<b>6 472 977 380</b>	<b>6 472 977 380</b>	<b>561 262 500</b>	<b>561 262 500</b>	<b>9,5</b>	<b>561 262 500</b>	<b>9,5</b>	<b>561 262 500</b>	<b>9,5</b>
	<b>Total Section 59</b>		<b>64 409 792 781</b>	<b>64 409 792 781</b>	<b>76 682 611 516</b>	<b>76 682 611 516</b>	<b>12 272 818 735</b>	<b>12 272 818 735</b>	<b>19,1</b>	<b>12 272 818 735</b>	<b>19,1</b>	<b>12 272 818 735</b>	<b>19,1</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	99 176 040	99 176 040	154 563 000	154 563 000	55,8	55 386 960	55,8	
		3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130	29 990 130	29 990 130	0	0	0	
		4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000	405 000 000	405 000 000	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 425 000 000	2 425 000 000	4 925 000 000	4 925 000 000	103,1	2 500 000 000	103,1	
		6 Transferts en capital	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	
		<b>Total Prog. 2078</b>	<b>2 959 166 170</b>	<b>2 959 166 170</b>	<b>5 664 553 130</b>	<b>5 664 553 130</b>	<b>91,4</b>	<b>2 705 386 960</b>	<b>91,4</b>	
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	47 201 800	47 201 800	0	0	-100	-47 201 800	-100	
		3 Acquisition de biens et services	47 266 248	47 266 248	0	0	-100	-47 266 248	-100	
		4 Transferts courants	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	-100	-10 000 000 000	-100	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	0	0	-100	-125 000 000	-100	
6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0			
<b>Total Prog. 2103</b>	<b>10 219 468 046</b>	<b>10 219 468 046</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-100</b>	<b>-10 219 468 046</b>	<b>-100</b>			
<b>Total Section 59</b>	<b>85 964 852 666</b>	<b>85 964 852 666</b>	<b>85 859 439 141</b>	<b>85 859 439 141</b>	<b>-0,1</b>	<b>-105 413 525</b>	<b>-0,1</b>			
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	60 853 028 580	60 853 028 580	122 726 243 889	122 726 243 889	101,7	61 873 215 309	101,7	
		3 Acquisition de biens et services	74 743 602 000	74 743 602 000	86 883 001 486	86 883 001 486	16,2	12 139 399 486	16,2	
		4 Transferts courants	69 523 283 779	69 523 283 779	269 381 274 458	269 381 274 458	287,5	199 857 990 679	287,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	32 500 000 000	32 500 000 000	42 074 118 373	42 074 118 373	29,5	9 574 118 373	29,5	
		6 Transferts en capital	43 111 288 161	43 111 288 161	71 041 936 570	71 041 936 570	64,8	27 930 648 409	64,8	
		<b>Total Prog. 0010</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>592 106 574 776</b>	<b>592 106 574 776</b>	<b>110,9</b>	<b>311 375 372 256</b>	<b>110,9</b>	
<b>Total Section 60</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>592 106 574 776</b>	<b>592 106 574 776</b>	<b>110,9</b>	<b>311 375 372 256</b>	<b>110,9</b>			
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	284 849 000	284 849 000	363 545 452	363 545 452	27,6	78 696 452	27,6	
		3 Acquisition de biens et services	671 568 220	671 568 220	818 621 820	818 621 820	21,9	147 053 600	21,9	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense							
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6							
			Projet LFI 2022			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits							
			AE	CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
			VAL.ABS	%	VAL.ABS	%	VAL.ABS	%	VAL.ABS	%	VAL.ABS	%	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	261 000 000	261 000 000	261 000 000	261 000 000	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0	0	0	
	<b>Total Prog. 1032</b>	<b>1 767 417 220</b>	<b>1 767 417 220</b>	<b>1 993 167 272</b>	<b>1 993 167 272</b>	<b>225 750 052</b>	<b>12,8</b>	<b>225 750 052</b>	<b>12,8</b>	<b>225 750 052</b>	<b>12,8</b>	<b>-11,6</b>	
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	231 235 000	231 235 000	204 324 000	204 324 000	-26 911 000	-11,6	-26 911 000	-11,6	-26 911 000	-11,6	
		3 Acquisition de biens et services	598 081 035	598 081 035	576 581 035	576 581 035	-21 500 000	-3,6	-21 500 000	-3,6	-21 500 000	-3,6	
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	147 556 000	147 556 000	5 187 552 100	5 187 552 100	5 039 996 100	3415,6	5 039 996 100	3415,6	5 039 996 100	3415,6	
	62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Transferts en capital	5 389 475 335	5 389 475 335	21 119 475 335	21 119 475 335	15 730 000 000	291,9	15 730 000 000	291,9	15 730 000 000	291,9
			<b>Total Prog. 2022</b>	<b>6 516 347 370</b>	<b>6 516 347 370</b>	<b>27 237 932 470</b>	<b>27 237 932 470</b>	<b>20 721 585 100</b>	<b>318,0</b>	<b>20 721 585 100</b>	<b>318,0</b>	<b>20 721 585 100</b>	<b>318,0</b>
		2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	476 966 000	476 966 000	454 620 000	454 620 000	-22 346 000	-4,7	-22 346 000	-4,7	-22 346 000	-4,7
3 Acquisition de biens et services			1 384 916 481	1 384 916 481	1 481 192 307	1 481 192 307	96 275 826	7,0	96 275 826	7,0	96 275 826	7,0	
2099 Productions animales		4 Transferts courants	7 682 744 848	7 682 744 848	7 622 744 848	7 622 744 848	-60 000 000	-0,8	-60 000 000	-0,8	-60 000 000	-0,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 549 470 600	1 549 470 600	622 685 600	622 685 600	-926 785 000	-59,8	-926 785 000	-59,8	-926 785 000	-59,8	
Total Section 61		2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	6 Transferts en capital	8 900 000 000	8 900 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	2 100 000 000	23,6	2 100 000 000	23,6	2 100 000 000	23,6
			<b>Total Prog. 2024</b>	<b>19 994 097 929</b>	<b>19 994 097 929</b>	<b>21 181 242 755</b>	<b>21 181 242 755</b>	<b>1 187 144 826</b>	<b>5,9</b>	<b>1 187 144 826</b>	<b>5,9</b>	<b>1 187 144 826</b>	<b>5,9</b>
		2025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	28 277 862 519	28 277 862 519	50 412 342 497	50 412 342 497	22 134 479 978	78,3	22 134 479 978	78,3	22 134 479 978	78,3
			3 Acquisition de biens et services	1 854 710 340	1 854 710 340	2 039 159 608	2 039 159 608	184 449 268	9,9	184 449 268	9,9	184 449 268	9,9
	2079 Productions animales	4 Transferts courants	871 069 677	871 069 677	971 774 109	971 774 109	100 704 432	11,6	100 704 432	11,6	100 704 432	11,6	
		<b>Total Prog. 1025</b>	<b>2 754 922 017</b>	<b>2 754 922 017</b>	<b>5 010 925 717</b>	<b>5 010 925 717</b>	<b>2 256 003 700</b>	<b>81,9</b>	<b>2 256 003 700</b>	<b>81,9</b>	<b>2 256 003 700</b>	<b>81,9</b>	
	2099 Productions animales	2 Dépenses de personnel	247 145 820	247 145 820	295 391 000	295 391 000	48 245 180	19,5	48 245 180	19,5	48 245 180	19,5	
		3 Acquisition de biens et services	155 521 554	155 521 554	152 621 554	152 621 554	-2 900 000	-1,9	-2 900 000	-1,9	-2 900 000	-1,9	

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2079 Productions animales	4 Transferts courants	770 000 000	770 000 000	2 240 000 000	2 240 000 000	1 470 000 000	190,9	1 470 000 000	190,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 268 858 434	19 268 858 434	69 344 360 856	18 024 360 856	50 075 502 422	259,9	-1 244 497 578	-6,5
		6 Transferts en capital	3 757 590 883	3 757 590 883	637 880 883	637 880 883	-3 119 710 000	-83,0	-3 119 710 000	-83,0
		<b>Total Prog. 2079</b>	<b>24 199 116 691</b>	<b>24 199 116 691</b>	<b>72 670 254 293</b>	<b>21 350 254 293</b>	<b>48 471 137 602</b>	<b>200,3</b>	<b>-2 848 862 398</b>	<b>-11,8</b>
		2 Dépenses de personnel	139 692 260	139 692 260	155 625 460	155 625 460	15 933 200	11,4	15 933 200	11,4
2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	3 Acquisition de biens et services	4 Transferts courants	229 790 721	229 790 721	56 421 465	56 421 465	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 421 465	56 421 465	1 250 000 000	1 250 000 000	-176 256 279	-12,4	-176 256 279	-12,4
		<b>Total Prog. 2080</b>	<b>1 852 160 725</b>	<b>1 852 160 725</b>	<b>1 691 619 110</b>	<b>1 691 619 110</b>	<b>-160 541 615</b>	<b>-8,7</b>	<b>-160 541 615</b>	<b>-8,7</b>
		2 Dépenses de personnel	63 227 700	63 227 700	76 628 700	76 628 700	13 401 000	21,2	13 401 000	21,2
		3 Acquisition de biens et services	12 885 831	12 885 831	11 585 831	11 585 831	-1 300 000	-10,1	-1 300 000	-10,1
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	196 872 078	196 872 078	294 000 000	294 000 000	97 127 922	49,3	97 127 922	49,3
		<b>Total Prog. 2081</b>	<b>272 985 609</b>	<b>272 985 609</b>	<b>382 214 531</b>	<b>382 214 531</b>	<b>109 228 922</b>	<b>40,0</b>	<b>109 228 922</b>	<b>40,0</b>
		2 Dépenses de personnel	29 079 185 042	29 079 185 042	79 755 013 651	28 435 013 651	50 675 828 609	174,3	-644 171 391	-2,2
		3 Acquisition de biens et services	283 960 380	283 960 380	266 167 504	266 167 504	-17 792 876	-6,3	-17 792 876	-6,3
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	3 Acquisition de biens et services	4 Transferts courants	511 174 713	511 174 713	593 381 837	593 381 837	82 207 124	16,1	82 207 124	16,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	34 578 000	34 578 000	25 691 500	25 691 500	-8 886 500	-25,7	-8 886 500	-25,7
		<b>Total Prog. 2062</b>	<b>545 752 713</b>	<b>545 752 713</b>	<b>618 973 337</b>	<b>618 973 337</b>	<b>73 320 624</b>	<b>13,4</b>	<b>73 320 624</b>	<b>13,4</b>
		2 Dépenses de personnel	0	0	79 542 528	79 542 528	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	12 214 000 000	12 214 000 000	12 214 000 000	100,0	12 214 000 000	100,0
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	4 Transferts courants	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	100,0	2 000 000 000	100,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Section 62</b>	<b>29 079 185 042</b>	<b>29 079 185 042</b>	<b>79 755 013 651</b>	<b>28 435 013 651</b>	<b>50 675 828 609</b>	<b>174,3</b>	<b>-644 171 391</b>	<b>-2,2</b>
		2 Dépenses de personnel	283 960 380	283 960 380	266 167 504	266 167 504	-17 792 876	-6,3	-17 792 876	-6,3
		3 Acquisition de biens et services	187 214 333	187 214 333	287 214 333	287 214 333	100 000 000	53,4	100 000 000	53,4

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense					
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	Total Prog. 2062	34 578 000	34 578 000	14 319 234 028	14 319 234 028	14 284 656 028	14 284 656 028	14 284 656 028	14 284 656 028		
	2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	185 945 000	185 945 000	144 545 000	144 545 000	-41 400 000	-41 400 000	-41 400 000	-22,3		
	3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	3 750 000 000	3 750 000 000	5 650 000 000	5 650 000 000	1 900 000 000	50,7	1 900 000 000	50,7			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	13 844 495 635	13 844 495 635	83 427 020 000	4 285 000 000	69 582 524 365	502,6	-9 559 495 635	-69,0			
	6 Transferts en capital	3 119 000 000	3 119 000 000	2 819 000 000	2 819 000 000	-300 000 000	-9,6	-300 000 000	-9,6			
	<b>Total Prog. 2083</b>	<b>20 961 051 286</b>	<b>20 961 051 286</b>	<b>92 102 175 651</b>	<b>12 960 155 651</b>	<b>71 141 124 365</b>	<b>339,4</b>	<b>-8 000 895 635</b>	<b>-38,2</b>			
2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	31 479 000	31 479 000	33 591 000	33 591 000	2 102 000	6,7	2 102 000	6,7			
	3 Acquisition de biens et services	17 901 688	17 901 688	17 901 688	17 901 688	0	0	0	0			
	4 Transferts courants	3 100 000 000	3 100 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	2 900 000 000	93,5	2 900 000 000	93,5			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	264 999 792	264 999 792	264 862 480	264 862 480	-137 312	-0,1	-137 312	-0,1			
	<b>Total Prog. 2084</b>	<b>3 414 380 481</b>	<b>3 414 380 481</b>	<b>6 316 345 169</b>	<b>6 316 345 169</b>	<b>2 901 964 688</b>	<b>85,0</b>	<b>2 901 964 688</b>	<b>85,0</b>			
	<b>Total Section 63</b>	<b>24 921 184 480</b>	<b>24 921 184 480</b>	<b>113 331 136 685</b>	<b>34 189 116 685</b>	<b>88 409 952 205</b>	<b>354,8</b>	<b>9 267 932 205</b>	<b>37,2</b>			
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	244 596 380	244 596 380	282 616 152	282 616 152	38 019 772	15,5	38 019 772	15,5		
	3 Acquisition de biens et services	486 775 701	486 775 701	686 775 701	686 775 701	200 000 000	41,1	200 000 000	41,1			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	0	0	0	0			
	<b>Total Prog. 1569</b>	<b>836 328 581</b>	<b>836 328 581</b>	<b>1 074 348 353</b>	<b>1 074 348 353</b>	<b>238 019 772</b>	<b>28,5</b>	<b>238 019 772</b>	<b>28,5</b>			
	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	23 838 000	23 838 000	20 080 000	20 080 000	-3 758 000	-15,8	-3 758 000	-15,8		
3 Acquisition de biens et services	57 179 350	57 179 350	57 179 350	57 179 350	0	0	0	0				
4 Transferts courants	863 000 000	863 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	500 000 000	57,9	500 000 000	57,9				
5 Investissements exécutés par l'Etat	9 051 713 305	9 051 713 305	9 346 306 305	9 346 306 305	294 593 000	3,3	294 593 000	3,3				

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes						AE		CP	
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	2102 Promotion de la microfinance	6 Transferts en capital	AE	CP	AE	CP	0	0	0	0	0	0
			791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514						
		<b>Total Prog. 2102</b>	<b>10 786 980 169</b>	<b>10 786 980 169</b>	<b>11 577 815 169</b>	<b>11 577 815 169</b>	<b>790 835 000</b>	<b>7,3</b>	<b>790 835 000</b>	<b>7,3</b>	<b>790 835 000</b>	<b>7,3</b>
		2 Dépenses de personnel	58 494 000	58 494 000	62 896 000	62 896 000	4 402 000	7,5	4 402 000	7,5	4 402 000	7,5
		3 Acquisition de biens et services	214 598 039	214 598 039	214 598 039	214 598 039	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	100	500 000 000	100	500 000 000	100
	<b>Total Prog. 2118</b>	<b>773 092 039</b>	<b>773 092 039</b>	<b>1 277 494 039</b>	<b>1 277 494 039</b>	<b>504 402 000</b>	<b>65,2</b>	<b>504 402 000</b>	<b>65,2</b>	<b>504 402 000</b>	<b>65,2</b>	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	300 902 000	300 902 000	999 447 000	999 447 000	698 545 000	232,2	698 545 000	232,2	698 545 000	232,2
		3 Acquisition de biens et services	217 139 980	217 139 980	417 139 980	417 139 980	200 000 000	92,1	200 000 000	92,1	200 000 000	92,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	300 000 000	700 000 000	700 000 000	-1 300 000 000	-65	400 000 000	133,3	400 000 000	133,3
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1027</b>	<b>6 518 041 980</b>	<b>6 518 041 980</b>	<b>6 116 586 980</b>	<b>6 116 586 980</b>	<b>-401 455 000</b>	<b>-6,2</b>	<b>1 298 545 000</b>	<b>19,9</b>	<b>1 298 545 000</b>	<b>19,9</b>
		2 Dépenses de personnel	55 748 000	55 748 000	49 881 000	49 881 000	-5 867 000	-10,5	-5 867 000	-10,5	-5 867 000	-10,5
2085 Coherence territoriale	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 520 624 247	6 395 824 247	7 724 987 148	7 724 987 148	-16 795 637 099	-68,5	1 329 162 901	20,8	1 329 162 901	20,8
		6 Transferts en capital	14 886 356 036	6 536 356 036	5 881 998 934	5 881 998 934	-9 004 357 102	-60,5	-654 357 102	-10,0	-654 357 102	-10,0
		<b>Total Prog. 2085</b>	<b>41 210 173 652</b>	<b>41 210 173 652</b>	<b>15 404 312 451</b>	<b>15 404 312 451</b>	<b>-25 805 861 201</b>	<b>-62,6</b>	<b>668 938 798</b>	<b>1,6</b>	<b>668 938 798</b>	<b>1,6</b>
		2 Dépenses de personnel	504 135 000	504 135 000	533 025 000	533 025 000	28 890 000	5,7	28 890 000	5,7	28 890 000	5,7
2086 Gouvernance territoriale	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	395 085 268	395 085 268	35 845 529	10	35 845 529	10	35 845 529	10
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	550 000 000	61,1	550 000 000	61,1	550 000 000	61,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 597 476 266	1 597 476 266	4 062 443 820	4 062 443 820	2 464 967 554	154,3	2 464 967 554	154,3	2 464 967 554	154,3

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		1-2-3-4-5-6		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	2086 Gouvernance territoriale	Total Prog. 2086	3 360 851 005	3 360 851 005	6 440 554 068	6 440 554 068	3 079 703 063	91,6	3 079 703 063	91,6
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	39 068 000	39 068 000	38 315 000	38 315 000	-753 000	-1,9	-753 000	-1,9
		3 Acquisition de biens et services	83 919 556	83 919 556	83 919 356	83 919 356	-200	0	-200	0
		4 Transferts courants	33 725 000 000	33 725 000 000	36 156 893 371	36 156 893 371	2 431 893 371	7,2	2 431 893 371	7,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	72 112 150	72 112 150	72 112 150	72 112 150	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	62 006 671 582	62 006 671 582	64 883 433 149	64 883 433 149	2 876 761 567	4,6	2 876 761 567	4,6
<b>Total Prog. 2087</b>	<b>95 926 771 288</b>	<b>95 926 771 288</b>	<b>101 234 673 026</b>	<b>101 234 673 026</b>	<b>5 307 901 738</b>	<b>5,5</b>	<b>5 307 901 738</b>	<b>5,5</b>		
<b>Total Section 65</b>	<b>147 015 837 925</b>	<b>147 015 837 925</b>	<b>152 613 000</b>	<b>152 613 000</b>	<b>-17 819 711 360</b>	<b>-12,1</b>	<b>10 355 088 620</b>	<b>8,7</b>		
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	434 236 216	434 236 216	446 148 504	446 148 504	11 912 288	2,7	11 912 288	2,7
		3 Acquisition de biens et services	205 217 782	205 217 782	755 217 782	755 217 782	550 000 000	268,0	550 000 000	268,0
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	-150 000 000	-9,4	-150 000 000	-9,4
		<b>Total Prog. 1028</b>	<b>2 239 453 998</b>	<b>2 239 453 998</b>	<b>2 651 366 286</b>	<b>2 651 366 286</b>	<b>411 912 286</b>	<b>18,4</b>	<b>411 912 286</b>	<b>18,4</b>
2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	65 227 691	65 227 691	65 227 691	65 227 691	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 252 653 470	3 252 653 470	3 452 653 470	3 452 653 470	200 000 000	6,1	200 000 000	6,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 209 566 343	13 332 223 300	35 286 994 211	16 509 274 021	-12 942 572 132	-26,8	3 177 050 721	23,8
		6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2088</b>	<b>52 030 060 504</b>	<b>52 030 060 504</b>	<b>39 312 803 372</b>	<b>20 555 083 182</b>	<b>-12 717 257 132</b>	<b>-24,4</b>	<b>3 402 365 721</b>	<b>6,5</b>
		<b>Total Prog. 2088</b>	<b>220 449 000</b>	<b>220 449 000</b>	<b>213 404 000</b>	<b>213 404 000</b>	<b>-7 045 000</b>	<b>-3,2</b>	<b>-7 045 000</b>	<b>-3,2</b>
2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	217 948 304	217 948 304	224 448 304	224 448 304	6 500 000	3,0	6 500 000	3,0
		4 Transferts courants	1 700 000 000	1 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	400 000 000	23,5	400 000 000	23,5
		<b>Total Prog. 2089</b>	<b>1 917 948 304</b>	<b>1 917 948 304</b>	<b>2 304 448 304</b>	<b>2 304 448 304</b>	<b>386 500 000</b>	<b>20,2</b>	<b>386 500 000</b>	<b>20,2</b>

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense							
			Crédits inscrits LFI 2022			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits			AE			CP				
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	5 Investissements exécutés par l'Etat	194 793 767 440	32 525 999 158	114 936 704 549	29 385 957 373	29 385 957 373	-79 857 062 891	-41,0	-3 140 041 785	-9,7					
		6 Transferts en capital	8 675 000 000	8 675 000 000	13 778 728 130	12 778 728 130	12 778 728 130	5 103 728 130	58,8	4 103 728 130	47,3					
		<b>Total Prog. 2089</b>	<b>205 607 164 744</b>	<b>205 607 164 744</b>	<b>131 253 284 983</b>	<b>44 702 537 807</b>	<b>44 702 537 807</b>	<b>-74 353 879 761</b>	<b>-36,2</b>	<b>1 363 141 345</b>	<b>0,7</b>					
		2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales														
		2 Dépenses de personnel	277 200 800	277 200 800	338 865 000	338 865 000	338 865 000	61 664 200	22,2	61 664 200	22,2					
		3 Acquisition de biens et services	171 095 000	171 095 000	171 095 000	171 095 000	171 095 000	0	0	0	0					
		4 Transferts courants	0	0	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	0					
		5 Investissements exécutés par l'Etat	204 612 962 052	52 576 431 523	131 977 623 776	49 420 849 515	49 420 849 515	-72 635 338 276	-35,5	-3 155 582 008	-6,0					
		6 Transferts en capital	12 518 713 000	12 518 713 000	14 386 979 000	13 786 979 000	13 786 979 000	1 868 266 000	14,9	1 268 266 000	10,1					
		<b>Total Prog. 2090</b>	<b>217 579 970 852</b>	<b>217 579 970 852</b>	<b>146 994 562 776</b>	<b>63 837 788 515</b>	<b>63 837 788 515</b>	<b>-70 585 408 076</b>	<b>-32,4</b>	<b>-1 705 651 808</b>	<b>-0,8</b>					
<b>Total Section 68</b>	<b>477 456 650 098</b>	<b>128 275 008 244</b>	<b>320 212 017 417</b>	<b>131 746 775 790</b>	<b>131 746 775 790</b>	<b>-157 244 632 681</b>	<b>-32,9</b>	<b>3 471 767 546</b>	<b>2,7</b>							
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	111 307 000	111 307 000	118 884 000	118 884 000	118 884 000	7 577 000	6,8	7 577 000	6,8					
		3 Acquisition de biens et services	360 585 500	360 585 500	361 875 000	361 875 000	361 875 000	1 289 500	0,4	1 289 500	0,4					
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	215 000 000	215 000 000	215 000 000	215 000 000	0	215 000 000	0					
		<b>Total Prog. 1570</b>	<b>471 892 500</b>	<b>471 892 500</b>	<b>695 759 000</b>	<b>695 759 000</b>	<b>695 759 000</b>	<b>223 866 500</b>	<b>47,4</b>	<b>223 866 500</b>	<b>47,4</b>					
		2121 Développement de l'artisanat														
		2 Dépenses de personnel	163 424 000	163 424 000	216 912 000	216 912 000	216 912 000	53 488 000	32,7	53 488 000	32,7					
		3 Acquisition de biens et services	61 345 000	61 345 000	61 345 000	61 345 000	61 345 000	0	0	0	0					
		4 Transferts courants	1 374 712 200	1 374 712 200	1 419 712 200	1 419 712 200	1 419 712 200	45 000 000	3,3	45 000 000	3,3					
		5 Investissements exécutés par l'Etat	650 000 000	650 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	50 000 000	7,7	50 000 000	7,7					
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0					
<b>Total Prog. 2121</b>	<b>5 249 481 200</b>	<b>5 249 481 200</b>	<b>5 397 969 200</b>	<b>5 397 969 200</b>	<b>5 397 969 200</b>	<b>148 488 000</b>	<b>2,8</b>	<b>148 488 000</b>	<b>2,8</b>							
2122 Transformation Encadrement Economie informelle																
3 Acquisition de biens et services	52 000 000	52 000 000	150 710 500	150 710 500	150 710 500	98 710 500	189,8	98 710 500	189,8							
5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	100	300 000 000	100							

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense				
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	Total Prog. 2122	352 000 000	352 000 000	750 710 500	750 710 500	398 710 500	113,3	398 710 500	113,3	
	<b>Total Section 71</b>		<b>6 073 373 700</b>	<b>6 073 373 700</b>	<b>6 844 438 700</b>	<b>6 844 438 700</b>	<b>771 065 000</b>	<b>12,7</b>	<b>771 065 000</b>	<b>12,7</b>	
	73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	1571 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	0	0	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	202 980 000	202 980 000	202 980 000	0	202 980 000	0
		<b>Total Prog. 1571</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>552 980 000</b>	<b>552 980 000</b>	<b>552 980 000</b>	<b>0</b>	<b>552 980 000</b>	<b>0</b>
		2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aér	2 Dépenses de personnel	0	0	9 189 000	9 189 000	9 189 000	0	9 189 000	0
			3 Acquisition de biens et services	0	0	12 807 257	12 807 257	12 807 257	0	12 807 257	0
		4 Transferts courants	0	0	787 500 000	787 500 000	787 500 000	0	787 500 000	0	
	<b>Total Prog. 2051</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>809 496 257</b>	<b>809 496 257</b>	<b>809 496 257</b>	<b>0</b>	<b>809 496 257</b>	<b>0</b>	
	75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	0	0	14 229 000	14 229 000	14 229 000	0	14 229 000	0
3 Acquisition de biens et services			0	0	64 796 786	64 796 786	64 796 786	0	64 796 786	0	
4 Transferts courants		0	0	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat		0	0	4 211 174 500	4 211 174 500	4 211 174 500	0	4 211 174 500	0		
6 Transferts en capital		0	0	2 225 000 000	2 225 000 000	2 225 000 000	0	2 225 000 000	0		
<b>Total Prog. 2052</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 015 200 286</b>	<b>9 015 200 286</b>	<b>9 015 200 286</b>	<b>0</b>	<b>9 015 200 286</b>	<b>0</b>	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	401 942 800	401 942 800	388 477 152	388 477 152	-13 465 648	-3,4	-13 465 648	-3,4	
		3 Acquisition de biens et services	3 896 408 187	3 896 408 187	5 226 700 826	5 226 700 826	1 330 292 639	34,1	1 330 292 639	34,1	
	4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	200 000 000	200 000 000	-140 000 000	-41,2	-140 000 000	-41,2		
	<b>Total Prog. 1029</b>	<b>4 638 350 987</b>	<b>4 638 350 987</b>	<b>5 815 177 978</b>	<b>5 815 177 978</b>	<b>1 176 826 991</b>	<b>25,4</b>	<b>1 176 826 991</b>	<b>25,4</b>		
2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	112 005 820	112 005 820	137 719 000	137 719 000	25 713 180	23,0	25 713 180	23,0		
	3 Acquisition de biens et services	220 834 748	220 834 748	220 834 748	220 834 748	0	0	0	0		

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2091 Education supérieure	4 Transferts courants	82 855 201 844	82 855 201 844	91 929 701 204	91 929 701 204	9 074 499 360	11,0	9 074 499 360	11,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	65 755 355 226	21 214 149 770	63 740 278 094	38 240 278 094	-2 015 078 132	-3,1	17 026 128 324	80,3
		6 Transferts en capital	36 033 111 712	36 033 111 712	18 294 734 414	18 294 734 414	-17 738 377 298	-49,2	-17 738 377 298	-49,2
		<b>Total Prog. 2091</b>	<b>184 976 510 350</b>	<b>184 976 510 350</b>	<b>174 323 267 460</b>	<b>148 823 267 460</b>	<b>-10 653 242 890</b>	<b>-5,8</b>	<b>8 387 963 566</b>	<b>4,5</b>
		2 Dépenses de personnel	48 780 300	48 780 300	41 059 000	41 059 000	-7 721 300	-15,8	-7 721 300	-15,8
		3 Acquisition de biens et services	133 999 989	133 999 989	133 999 898	133 999 898	-91	0	-91	0
	2092 Oeuvres sociales universitaires	4 Transferts courants	85 798 337 000	85 798 337 000	97 348 337 000	97 348 337 000	11 550 000 000	13,5	11 550 000 000	13,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	79 289 189 505	14 132 189 505	52 961 677 689	6 429 677 689	-26 327 511 816	-33,2	-7 702 511 816	-54,5
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	-9 000 000 000	-69,2	-9 000 000 000	-69,2
		<b>Total Prog. 2092</b>	<b>178 270 306 794</b>	<b>178 270 306 794</b>	<b>154 485 073 587</b>	<b>107 953 073 587</b>	<b>-23 785 233 207</b>	<b>-13,3</b>	<b>-5 160 233 207</b>	<b>-2,9</b>
<b>Total Section 75</b>	<b>367 885 168 131</b>	<b>258 186 961 678</b>	<b>334 623 519 025</b>	<b>262 591 519 025</b>	<b>-33 261 649 106</b>	<b>-9,0</b>	<b>4 404 557 350</b>	<b>1,7</b>		
83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	250 854 000	250 854 000	312 794 584	312 794 584	61 940 584	24,7	61 940 584	24,7
		3 Acquisition de biens et services	212 648 579	212 648 579	419 391 679	419 391 679	-206 743 100	-97,2	-206 743 100	-97,2
		4 Transferts courants	818 000 000	818 000 000	818 000 000	818 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	281 850 000	281 850 000	282 000 000	282 000 000	150 000	0,1	150 000	0,1
		<b>Total Prog. 1566</b>	<b>1 563 352 579</b>	<b>1 563 352 579</b>	<b>1 832 186 263</b>	<b>1 832 186 263</b>	<b>268 833 684</b>	<b>17,2</b>	<b>268 833 684</b>	<b>17,2</b>
		2 Dépenses de personnel	132 898 000	132 898 000	154 474 000	154 474 000	21 576 000	16,2	21 576 000	16,2
	2115 Mines	3 Acquisition de biens et services	223 045 084	223 045 084	223 044 704	223 044 704	-380	0	-380	0
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	3 300 000 000	3 300 000 000	3 100 000 000	1550	3 100 000 000	1550
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000	400 000 000	200	400 000 000	200
		6 Transferts en capital	3 700 000 000	3 700 000 000	0	0	-3 700 000 000	-100	-3 700 000 000	-100
<b>Total Prog. 2115</b>	<b>4 455 943 084</b>	<b>4 455 943 084</b>	<b>4 277 518 704</b>	<b>4 277 518 704</b>	<b>-178 424 380</b>	<b>-4,0</b>	<b>-178 424 380</b>	<b>-4,0</b>		

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		ECART	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	41 440 000	41 440 000	37 335 000	37 335 000	37 335 000	37 335 000	-4 105 000	-9,9	-4 105 000	-9,9		
			3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	31 160 039	31 160 039	0	0	0	0			
		4 Transferts courants	906 630 000	906 630 000	1 006 630 000	1 006 630 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	11,0	100 000 000	11,0	
			5 Investissements exécutés par l'Etat	535 481 000	535 481 000	860 000 000	860 000 000	324 519 000	324 519 000	324 519 000	60,6	324 519 000	60,6	
		<b>Total Prog. 2116</b>	<b>1 514 711 039</b>	<b>1 514 711 039</b>	<b>1 935 125 039</b>	<b>1 935 125 039</b>	<b>420 414 000</b>	<b>420 414 000</b>	<b>420 414 000</b>	<b>420 414 000</b>	<b>27,8</b>	<b>420 414 000</b>	<b>27,8</b>	
		<b>Total Section 83</b>	<b>7 534 006 702</b>	<b>7 534 006 702</b>	<b>8 044 830 006</b>	<b>8 044 830 006</b>	<b>510 823 304</b>	<b>510 823 304</b>	<b>510 823 304</b>	<b>510 823 304</b>	<b>6,8</b>	<b>510 823 304</b>	<b>6,8</b>	
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipe Sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	336 204 000	336 204 000	2 167 396 060	2 167 396 060	1 831 192 060	1 831 192 060	544,7	544,7	1 831 192 060	544,7		
			3 Acquisition de biens et services	366 609 732	366 609 732	653 581 489	653 581 489	286 971 757	286 971 757	78,3	286 971 757	78,3		
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	415 000 000	415 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	93,0	200 000 000	93,0		
			5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	24 500 000	24 500 000	-100 500 000	-100 500 000	-80,4	-80,4	-100 500 000	-80,4	
		<b>Total Prog. 1035</b>	<b>1 042 813 732</b>	<b>1 042 813 732</b>	<b>3 260 477 549</b>	<b>3 260 477 549</b>	<b>2 217 663 817</b>	<b>2 217 663 817</b>	<b>2 217 663 817</b>	<b>2 217 663 817</b>	<b>212,7</b>	<b>2 217 663 817</b>	<b>212,7</b>	
		<b>2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE</b>	<b>242 747 000</b>	<b>242 747 000</b>	<b>300 087 000</b>	<b>300 087 000</b>	<b>57 340 000</b>	<b>57 340 000</b>	<b>57 340 000</b>	<b>57 340 000</b>	<b>23,6</b>	<b>57 340 000</b>	<b>23,6</b>	
2108 EQUITE SOCIALE	2035 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	168 793 711	168 793 711	173 072 332	173 072 332	4 278 621	4 278 621	2,5	2,5	4 278 621	2,5		
			3 Acquisition de biens et services	13 500 000 000	13 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	-2 000 000 000	-2 000 000 000	-14,8	-14,8	-2 000 000 000	-14,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 385 514 286	48 385 514 286	171 269 835 530	171 269 835 530	122 884 321 244	122 884 321 244	122 884 321 244	254,0	254,0	122 884 321 244	254,0	
			6 Transferts en capital	62 297 054 997	62 297 054 997	183 242 994 862	183 242 994 862	54 480 873 618	54 480 873 618	120 945 939 865	194,1	120 945 939 865	194,1	
		<b>Total Prog. 2105</b>	<b>30 542 000</b>	<b>30 542 000</b>	<b>15 587 000</b>	<b>15 587 000</b>	<b>-14 955 000</b>	<b>-14 955 000</b>	<b>-14 955 000</b>	<b>-49,0</b>	<b>-49,0</b>	<b>-14 955 000</b>	<b>-49,0</b>	
		<b>2108 EQUITE SOCIALE</b>	<b>27 047 522</b>	<b>27 047 522</b>	<b>22 500 000</b>	<b>22 500 000</b>	<b>-4 547 522</b>	<b>-4 547 522</b>	<b>-4 547 522</b>	<b>-16,8</b>	<b>-16,8</b>	<b>-4 547 522</b>	<b>-16,8</b>	
	2380 Transferts courants	3 Acquisition de biens et services	23 800 000 000	23 800 000 000	28 050 000 000	28 050 000 000	4 250 000 000	4 250 000 000	17,9	17,9	4 250 000 000	17,9		
			4 Transferts courants	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	0	0	0	0			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 500 000 000	35 500 000 000	35 750 000 000	35 750 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0,7	0,7	250 000 000	0,7	
			6 Transferts en capital	62 917 589 522	62 917 589 522	67 398 087 000	67 398 087 000	4 480 497 478	4 480 497 478	7,1	7,1	4 480 497 478	7,1	
		<b>Total Prog. 2108</b>	<b>62 917 589 522</b>	<b>62 917 589 522</b>	<b>67 398 087 000</b>	<b>67 398 087 000</b>	<b>4 480 497 478</b>	<b>4 480 497 478</b>	<b>4 480 497 478</b>	<b>7,1</b>	<b>7,1</b>	<b>4 480 497 478</b>	<b>7,1</b>	



## ANNEXE IV. - DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFI 2023		% PIB
<b>Ressources</b> .....	<b>3919,5</b> .....		
Recettes ordinaires hors dons.....	3640,5.....		
Recettes fiscales.....	3486,7.....		
Recettes non fiscales.....	153,8.....		
Recettes exceptionnelles.....			
<b>Dons budgétaires</b> .....	<b>46,7</b> .....		
<b>Dons en capital</b> .....	<b>232,3</b> .....		
Tirages sur subventions.....			
<b>Charges</b> .....	<b>4965,0</b> .....		
Dettes publiques (intérêt + commissions).....	424,3.....		
Intérêts et commission dette extérieure.....			
Intérêts et commission dette intérieure.....			
Dépenses de personnel.....	1273,0.....		
Autres dépenses courantes.....	1679,4.....		
Dépenses en capital sur ressources internes.....	920,3.....		
Dépenses en capital sur ressources externes.....	667,9.....		
Prêts rétrocédés.....			
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b> .....	<b>-1045,5</b> .....		<b>-5,5%</b>
<b>PIB 2022</b> .....			<b>19 008,7</b>

## ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

LIBELLE SECTION	LIBELLE CHAPITRE	MONTANT
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI- TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL .....	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR) .....	10 500 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK FOUNDIIOUGNE PASSY KAFFRINE MBACKE .....	1 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES (PROMAD) .....	5 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES ...	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR) .....	1 500 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation	CONSTRUCTION UNIVERSITTE AMADOU MAHTAR MBOW (UAM) .....	1 500 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROGRAMME SPECIALE D'AMELIORATION DE LA DESSERTE EN EAU POTABLE DE DAKAR ET D'AUTRES LOCALITES (PSDAK) .....	1 500 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE .....	1 000 000 000
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	PROJET DE RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION 2023 ...	4 000 000 000
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT .....	1 000 000 000
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS) .....	7 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE .....	7 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES) .....	2 500 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET DE PROMOTION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET DE L'ACCES A L'ENERGIE .....	5 000 000 000
Ministère des Sports	PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 STADES (LEOPOLD SEDAR SENGHOR, LAMINE GUEYE, ELIMANEL FALL ET ALINE SITOE DIATTA) .....	5 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN .....	7 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR) ...	2 000 000 000
Présidence de la République	PROJET DE REALISATION DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'INNOVATION DE LA DER .....	2 500 000 000
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES .....	2 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR .....	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE DIMAT .....	5 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement rural et de la Souveraineté alimentaire	FEED THE FUTURE SÉNÉGAL/ NAAFOORE WARSAAJ+ DUNDEL SOUF .....	7 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR .....	3 000 000 000
<b>TOTAL RESERVES DE PRECAUTION .....</b>		<b>90 000 000 000</b>

## ANNEXE VI. - SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE

*Montants en milliards de francs CFA*

TYPES DE DETTE	2 023		
	Principal	I & C	TOTAL
<b>MULTILATERAUX</b> .....	<b>199,3</b> .....	<b>59,4</b> .....	<b>258,8</b>
IDA/BIRD .....	46,2.....	23,9.....	70,2
BEI/FED .....	5,4.....	2,3.....	7,7
BAD/FAD .....	20,4.....	7,0.....	27,5
OPEP/BADEA/BID .....	68,9.....	9,1.....	78,0
AUTRES .....	58,3.....	17,1.....	75,4
<b>BILATERAUX</b> .....	<b>243,9</b> .....	<b>60,9</b> .....	<b>304,8</b>
PAYS DE L'OCDE .....	80,5.....	12,9.....	93,5
PAYS ARABES .....	17,9.....	4,0.....	21,9
AUTRES .....	145,4.....	43,9.....	189,4
<b>CREDITS A L'EXPORTATION</b> .....	<b>72,0</b> .....	<b>11,8</b> .....	<b>83,8</b>
<b>COMMERCIALE</b> .....	<b>297,0</b> .....	<b>146,1</b> .....	<b>443,0</b>
EUROBOND .....	-00.....	137,3.....	137,3
CTITIE .....	121,4.....	1,6.....	122,9
AFREXIMBANK .....	16,4.....	2,4.....	18,8
SCBANK .....	159,2.....	4,8.....	164,0
<b>INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES</b> .....	<b>11,0</b> .....	<b>11,0</b> .....	<b>11,0</b>
<b>TOTAL DETTE EXTERIEURE</b> .....	<b>812,2</b> .....	<b>289,2</b> .....	<b>1 101,3</b>
Rachat DTS FMI.....	44,3.....	5,6.....	50,0
Autres Emprunts LT .....	19,4.....	1,9.....	21,3
Obligations du Trésor par Adjudication .....	298,7.....	114,1.....	412,8
Bons du Trésor par Adjudication .....	50,6.....	.....	50,6
Obligations du trésor par les sukuk .....	25,0.....	5,7.....	30,7
Obligations par Appel publique à L'Epargne .....	19,5.....	2,3.....	21,8
Intérêts et commission sur émissions futures .....	.....	5,4.....	5,4
<b>TOTAL DETTE INTERIEURE</b> .....	<b>457,5</b> .....	<b>135,1</b> .....	<b>592,6</b>
<b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b> .....	<b>1 269,6</b> .....	<b>424,3</b> .....	<b>1 693,9</b>

## ANNEXE VII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification administrative Section (Ministère ou Institut)	Budget Général											Ressources internes et ressources externes													
	Charges financières de dette			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Classification Economique - Catégorie de dépense Investissements effectués par l'Etat			Transferts en capital			Total						
	AE/CP	AE/CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP		AE	CP					
10 Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	424 328 000 000	424 328 000 000		
21 Présidence de la République	0	12 354 392 000	0	8 759 515 944	0	8 759 515 944	0	0	0	0	0	0	37 728 780 317	0	0	0	0	0	0	0	0	11 727 843 048	71 182 309 408	71 182 309 408	
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 158 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	1 800 000 000	20 758 015 137	20 758 015 137	
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 641 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	7 641 040 284	7 641 040 284	7 641 040 284	
26 Conseil Constitutionnel	0	544 028 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 444 028 000	1 444 028 000	1 444 028 000	
27 Cour Suprême	0	1 415 098 822	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 900 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	3 315 098 822	3 315 098 822	3 315 098 822	
28 Cour des Comptes	0	2 031 766 084	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 868 463 688	0	0	0	0	0	0	0	0	9 900 230 772	10 630 991 876	10 630 991 876	
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 680 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 800 000 000	9 480 000 000	9 480 000 000	
30 Primature	0	3 438 690 000	0	4 171 138 206	0	4 171 138 206	0	0	0	0	0	0	7 687 624 490	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 272 600 306	20 461 020 236	20 461 020 236
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	26 273 840 148	0	35 553 253 948	0	35 553 253 948	0	4 500 363 950	0	4 500 363 950	0	2 759 233 352	7 687 624 490	0	0	0	0	0	0	0	0	3 270 000 000	72 356 690 308	72 356 690 308	
32 Ministère des Forces Armées	0	108 047 147 848	0	86 830 798 301	0	86 830 798 301	0	3 660 000 000	0	3 660 000 000	0	79 740 858 014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 281 621 000	513 227 040 441	272 196 989 849	
33 Ministère de l'Intérieur	0	107 889 864 000	0	20 983 600 214	0	20 983 600 214	0	28 971 619 000	0	28 971 619 000	0	141 815 828 398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 141 769 000	910 607 702 608	179 800 608 326	
34 Ministère de la Justice	0	24 174 958 310	0	11 327 032 393	0	11 327 032 393	0	10 700 000 000	0	10 700 000 000	0	8 916 807 824	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 200 000 000	60 379 488 739	70 579 488 739	
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur F	0	1 835 532 478	0	1 402 172 374	0	1 402 172 374	0	985 000 000	0	985 000 000	0	5 447 892 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 680 697 574	6 370 944 450	6 370 944 450
37 Ministère du Travail, du Dialogue Social et des Relations avec les Institutions Nationales	0	1 009 876 420	0	2 169 303 614	0	2 169 303 614	0	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0	1 150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 638 979 034	6 638 979 034	6 638 979 034
40 Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime	0	1 481 635 684	0	848 619 275	0	848 619 275	0	10 527 451 300	0	10 527 451 300	0	20 368 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 250 000 000	44 473 986 258	19 873 986 258	
41 Ministère des Infrastructures des Transports, Télécommunications et du Développement Rural	0	682 815 684	0	868 674 786	0	868 674 786	0	36 290 000 000	0	36 290 000 000	0	772 828 148 414	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114 138 976 110	925 078 613 900	277 780 324 230	
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Sécurité Alimentaire	0	3 103 327 610	0	1 669 900 774	0	1 669 900 774	0	48 702 681 348	0	48 702 681 348	0	130 260 113 792	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 780 000 000	268 408 036 678	187 630 033 780	

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Budget Général												Ressources internes et ressources externes						Classification Economique - Catégories de dépenses						Total	
	Charges financières de dette			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital										
	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
43 Ministère des Finances et du Budget	0	33 471 564 071	13 487 033 105	13 487 033 105	34 490 468 265	34 490 468 265	39 728 438 223	23 076 881 973	74 251 044 853	74 251 044 853	74 251 044 853	74 251 044 853	74 251 044 853	195 426 638 517	178 777 122 257											
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	560 133 756	617 368 027	617 368 027	155 259 681 000	155 259 681 000	152 057 811 273	75 258 309 283	5 140 500 000	5 140 500 000	5 140 500 000	5 140 500 000	5 140 500 000	313 635 484 056	236 835 982 088											
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	0	1 998 577 744	1 451 294 437	1 451 294 437	106 420 665 718	106 420 665 718	10 060 159 480	8 030 158 480	12 805 000 000	12 805 000 000	12 805 000 000	12 805 000 000	12 805 000 000	132 735 696 379	122 235 686 379											
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	0	1 599 723 228	4 487 071 280	4 487 071 280	32 093 080 052	32 093 080 052	17 874 983 282	17 874 983 282	9 722 896 354	9 722 896 354	9 722 896 354	9 722 896 354	9 722 896 354	89 340 344 190	86 340 344 190											
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises	0	319 384 680	641 684 440	641 684 440	3 078 380 000	3 078 380 000	225 676 736 800	6 088 727 460	2 277 000 000	2 277 000 000	2 277 000 000	2 277 000 000	2 277 000 000	291 882 106 820	12 305 066 470											
48 Ministère du Tourisme et des Loisirs	0	550 440 940	812 441 751	812 441 751	3 989 500 000	3 989 500 000	1 053 500 000	1 052 500 000	2 288 008 436	2 288 008 436	2 288 008 436	2 288 008 436	2 288 008 436	8 692 891 127	8 692 891 127											
50 Ministère de l'Education Nationale	0	945 103 060 400	82 433 588 094	82 433 588 094	19 150 721 000	19 150 721 000	56 059 030 774	31 560 080 774	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	803 048 460 288	778 549 450 288											
52 Ministère des Sports	0	1 195 444 740	7 376 691 864	7 376 691 864	405 000 000	405 000 000	14 454 231 951	14 404 231 951	0	0	0	0	0	23 432 368 556	23 382 368 556											
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	0	903 087 700	1 954 949 912	1 954 949 912	7 530 995 275	7 530 995 275	5 719 500 000	5 718 500 000	3 400 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000	19 575 105 931	19 575 105 931											
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	58 590 947 230	19 464 710 257	19 464 710 257	53 108 361 671	53 108 361 671	136 148 059 442	106 148 059 442	5 192 350 517	5 192 350 517	5 192 350 517	5 192 350 517	5 192 350 517	272 474 429 117	242 474 429 117											
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	0	1 475 044 304	2 038 082 354	2 038 082 354	12 630 000 000	12 630 000 000	50 661 639 541	11 766 510 404	4 640 320 802	4 640 320 802	4 640 320 802	4 640 320 802	4 640 320 802	80 636 087 001	32 348 068 954											
56 Ministère de l'Environnement et de l'Énergie	0	11 008 204 732	4 347 342 891	4 347 342 891	11 075 000 000	11 075 000 000	40 620 418 437	12 120 418 437	231 000 000	231 000 000	231 000 000	231 000 000	231 000 000	67 281 966 160	38 781 966 160											
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	0	904 463 744	1 221 827 232	1 221 827 232	4 591 959 412	4 591 959 412	24 071 438 606	24 071 438 606	0	0	0	0	0	30 789 749 087	30 789 749 087											
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Emploi	0	25 626 360 504	8 325 653 501	8 325 653 501	1 624 395 000	1 624 395 000	19 733 010 136	19 733 010 136	30 350 000 000	30 350 000 000	30 350 000 000	30 350 000 000	30 350 000 000	85 859 439 141	85 859 439 141											
60 Charges non Réparties	0	122 720 240 898	80 883 001 480	80 883 001 480	209 381 274 458	209 381 274 458	42 074 116 372	42 074 116 372	71 041 936 570	71 041 936 570	71 041 936 570	71 041 936 570	71 041 936 570	592 100 574 770	592 100 574 770											
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 022 469 452	2 876 395 162	2 876 395 162	7 772 744 848	7 772 744 848	6 071 237 700	6 071 237 700	32 669 476 336	32 669 476 336	32 669 476 336	32 669 476 336	32 669 476 336	50 412 342 497	50 412 342 497											
62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	0	2 566 804 768	1 385 553 670	1 385 553 670	4 206 413 465	4 206 413 465	60 638 360 858	18 318 360 858	1 887 880 882	1 887 880 882	1 887 880 882	1 887 880 882	1 887 880 882	79 755 013 651	28 435 013 651											
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Écoute	0	469 985 004	446 269 201	446 269 201	23 904 000 000	23 904 000 000	85 691 882 480	6 546 882 480	2 819 000 000	2 819 000 000	2 819 000 000	2 819 000 000	2 819 000 000	113 331 136 885	34 189 116 685											



## ANNEXE VIII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépenses																
		Classification Fonctionnelle - Division										1-2-3-4-5																
Classification administrative	Division	01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		02 - DÉFENSE		03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES		04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES		05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		06 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE		07 - SANTÉ		08 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS		09 - ENSEIGNEMENT		10 - PROTECTION SOCIALE		Classe non identifiée		Total				
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
10 Dette Publique		424 325 000 000																									424 325 000 000	
21 Présidences de la République		424 325 000 000																									424 325 000 000	
22 Assemblée Nationale		50 705 234 919		900 421 595		14 149 153 000																					71 182 309 408	
24 Conseil Economique Social et Environnemental		50 705 234 919		900 421 595		14 149 153 000																					71 182 309 408	
25 Conseil Constitutionnel		20 795 015 137																									20 795 015 137	
		20 768 015 137																									20 768 015 137	
		7 541 040 254																									7 541 040 254	
		7 541 040 254																									7 541 040 254	
						1 144 028 000																					1 144 028 000	
						1 144 028 000																					1 144 028 000	
						3 315 088 622																					3 315 088 622	
						3 315 088 622																					3 315 088 622	
						10 530 981 575																					10 530 981 575	
						10 530 981 575																					10 530 981 575	
																											9 160 000 000	
																											9 160 000 000	
																											29 451 920 235	
																											29 451 920 235	

Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense	
		1-2-3-4-5-6										1-2-3-4-5-6	
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classes non identifiées	Total
31 Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Étranger	AE	69 378 874 216	0	307 775 180	0	0	0	2 024 041 000	0	0	0	0	72 356 590 396
	CP	69 378 874 216	0	307 775 180	0	0	0	2 024 041 000	0	0	0	0	72 356 590 396
32 Ministère des Forces Armées	AE	1 000 000 000	498 177 141 695	1 523 000 000	0	19 065 000	9 541 243 210	0	936 712 090	1 069 878 440	0	0	513 227 340 411
	CP	1 000 000 000	267 146 071 096	1 523 000 000	0	19 065 000	9 541 243 210	0	936 712 090	1 069 878 440	0	0	272 166 969 846
33 Ministère de l'Intérieur	CP	28 036 413 303	2 248 000 000	140 545 733 423	0	0	22 546 600	0	0	53 854 000	0	0	179 906 552 326
	AE	28 814 063 303	91 647 036 666	189 870 209 090	0	0	22 546 600	0	0	63 854 000	0	0	310 607 702 658
34 Ministère de la Justice	AE	0	0	71 409 183 751	47 913 823	0	102 171 924	0	1 754 420 850	7 065 503 365	0	0	80 379 108 733
	CP	0	0	67 609 168 751	47 913 823	0	102 171 924	0	1 754 420 850	7 065 503 365	0	0	76 579 486 733
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	CP	5 846 344 450	0	0	0	0	500 000 000	0	0	24 500 000	0	0	6 370 344 450
	AE	6 876 465 565	0	0	0	0	2 779 752 012	0	0	24 500 000	0	0	9 660 587 574
37 Ministère du travail, du dialogue social et des relations avec les institutions	AE	0	0	100 000 000	4 621 370 062	0	100 000 000	0	0	1 017 608 972	0	0	5 638 979 034
	CP	0	0	100 000 000	4 621 370 062	0	100 000 000	0	0	1 017 608 972	0	0	5 638 979 034
40 Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime	AE	0	0	220 810 000	44 147 574 372	0	0	0	98 026 887	7 786 000	0	0	44 473 986 258
	CP	0	0	220 810 000	19 647 574 372	0	0	0	98 026 887	7 786 000	0	0	19 973 946 258
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Développement	CP	0	0	0	277 511 221 230	0	0	0	150 000 000	29 103 000	0	0	277 730 324 230
	AE	0	0	0	924 869 410 903	0	0	0	150 000 000	29 103 000	0	0	925 078 513 908
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	CP	0	0	0	187 130 977 523	0	0	0	477 331 257	22 325 000	0	0	187 630 533 780
	AE	0	0	0	267 908 679 321	0	0	0	477 331 257	22 325 000	0	0	268 408 585 576

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Catégories de dépenses 1-2-3-4-5-6										Total	
		Ressources Internes et ressources externes					Classification Fonctionnelle - Division						
Classification administrative		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	131 987 983 567	0	1 350 000 000	48 590 874 266	0	11 439 355 000	0	0	1 616 313 323	432 102 342	0	195 426 638 517
	CP	130 647 088 687	0	1 350 000 000	40 670 874 266	0	4 059 838 760	0	0	1 616 313 323	432 102 342	0	178 777 122 267
44 Ministère du Pétrole et des Energies	CP	0	0	0	236 817 867 068	0	0	0	0	0	18 125 000	0	236 835 992 068
	AE	0	0	0	313 617 389 056	0	0	0	0	0	18 125 000	0	313 635 494 056
46 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	CP	0	0	0	119 220 240 778	0	3 000 000 000	0	0	0	15 455 600	0	122 235 096 378
	AE	0	0	0	127 720 240 778	0	3 000 000 000	0	0	0	15 455 600	0	132 735 096 378
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	AE	7 647 909 422	0	500 000 000	50 000 000	52 350 025 708	23 573 739 802	0	1 189 913 264	0	28 756 000	0	85 340 344 196
	CP	7 647 909 422	0	500 000 000	50 000 000	52 350 025 708	23 573 739 802	0	1 189 913 264	0	28 756 000	0	85 340 344 196
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	CP	0	0	0	11 547 515 346	0	0	220 000 000	0	527 582 071	9 989 053	0	12 305 096 470
	AE	0	0	0	231 134 524 688	0	0	220 000 000	0	527 582 071	9 989 053	0	231 692 105 820
48 Ministère du Tourisme et des Loisirs	AE	0	0	0	8 232 045 251	0	0	0	3 18 513 000	132 332 876	10 000 000	0	8 692 891 127
	CP	0	0	0	8 232 045 251	0	0	0	3 18 513 000	132 332 876	10 000 000	0	8 692 891 127
50 Ministère de l'Éducation Nationale	CP	0	0	0	0	0	558 113 140	0	89 129 000	777 892 208 128	10 000 000	0	778 549 460 268
	AE	0	0	0	0	0	558 113 140	0	89 129 000	802 391 218 128	10 000 000	0	803 048 460 268
52 Ministère des Sports	CP	0	0	0	500 000 000	0	0	0	22 660 154 155	183 282 400	38 952 000	0	23 382 386 555
	AE	0	0	0	500 000 000	0	0	0	22 710 154 155	183 282 400	38 952 000	0	23 432 386 555
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	AE	0	0	0	0	0	0	0	15 943 376 951	612 997 000	18 752 000	0	19 575 105 951
	CP	0	0	0	0	0	0	0	15 943 376 951	612 997 000	18 752 000	0	19 575 105 951

Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense		
		Classification Fonctionnelle - Division										1-2-3-4-5-6		
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classes non identifiables	Total	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	AE	100 000 000	0	0	0	0	267 674 307 192	0	0	2 149 929 329	0	2 550 192 566	0	272 474 429 117
	CP	100 000 000	0	0	0	0	237 674 307 192	0	0	2 149 929 329	0	2 550 192 566	0	242 474 429 117
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	AE	187 041 246	0	0	38 328 465 786	0	676 400 000	41 408 800 867	0	0	0	36 470 000	0	80 636 087 007
	CP	187 041 246	0	0	21 460 349 742	0	579 400 000	10 068 809 967	0	0	0	36 470 000	0	32 348 996 504
56 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	CP	0	0	0	19 657 340 736	18 737 974 482	311 045 000	0	0	65 605 940	0	10 000 000	0	38 781 966 160
	AE	0	0	0	19 657 340 736	47 237 974 482	311 045 000	0	0	65 605 940	0	10 000 000	0	67 281 966 160
59 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 668 537 800	0	26 191 211 267	0	30 789 749 087
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	2 668 537 800	0	26 191 211 267	0	30 789 749 087
58 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	CP	0	0	0	20 634 845 661	0	0	0	0	65 173 611 490	0	50 982 000	0	85 859 439 141
	AE	0	0	0	20 634 845 661	0	0	0	0	65 173 611 490	0	50 982 000	0	85 859 439 141
60 Charges non Réparties	AE	493 179 638 200	0	0	80 731 938 570	0	4 860 000 000	1 020 000 000	0	4 815 000 000	0	1 500 000 000	0	562 108 574 776
	CP	493 179 638 200	0	0	80 731 938 570	0	4 860 000 000	1 020 000 000	0	4 815 000 000	0	1 500 000 000	0	562 108 574 776
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	22 365 372 497	0	0	26 737 000 000	0	0	1 289 970 000	0	0	0	0	0	50 412 342 497
	AE	22 365 372 497	0	0	26 737 000 000	0	0	1 289 970 000	0	0	0	0	0	50 412 342 497
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	CP	749 536 478	0	0	27 571 992 900	0	0	0	0	27 607 973	0	83 906 300	0	28 435 013 651
	AE	749 536 478	0	0	27 571 992 900	0	0	0	0	27 607 973	0	83 906 300	0	28 435 013 651
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	AE	0	0	0	98 756 869 657	0	2 000 000 000	12 375 267 022	0	0	0	200 000 000	0	113 331 136 689
	CP	0	0	0	19 013 849 657	0	2 000 000 000	12 375 267 022	0	0	0	200 000 000	0	34 189 116 089

## Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6				
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX D'ADMINISTRATION PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total			
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division														
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX D'ADMINISTRATION PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total			
64	Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	CP	368 704 000	0	0	11 987 241 561	0	0	0	0	0	0	1 575 712 000	0	13 529 657 561	
		AE	300 704 000	0	0	11 987 241 561	0	0	0	0	0	0	1 575 712 000	0	13 529 657 561	
65	Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	CP	70 504 030 198	0	0	18 391 279 433	39 488 913 929	719 000 000	0	0	0	0	92 234 300	0	129 190 120 343	
		AE	70 504 030 198	0	0	18 391 279 433	39 488 913 929	719 000 000	0	0	0	0	92 234 300	0	129 190 120 343	
68	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	CP	1 113 573 182	0	0	3 185 020 374	68 222 319 763	59 100 706 174	0	0	0	0	225 155 691	0	131 746 775 790	
		AE	1 113 573 182	0	0	3 185 020 374	200 83 546 402	115 504 721 168	0	0	0	0	225 155 691	0	320 212 017 417	
71	Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	AE	455 934 000	0	0	5 871 971 700	0	0	0	0	0	0	211 133 000	0	6 844 438 700	
		CP	455 934 000	0	0	5 871 971 700	0	0	0	0	0	0	211 133 000	0	6 844 438 700	
73	Ministère des Transports, Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	AE	0	0	0	10 377 676 543	0	0	0	0	0	0	0	0	10 377 676 543	
		CP	0	0	0	10 377 676 543	0	0	0	0	0	0	0	0	10 377 676 543	
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	200 000 000	0	0	30 086 813	0	0	0	0	0	0	160 965 353	0	334 023 519 025	
		CP	200 000 000	0	0	30 086 813	0	0	0	0	0	0	160 965 353	0	262 591 519 025	
83	Ministère des Mines et de la Géologie	AE	0	0	0	8 034 830 006	0	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 044 830 006	
		CP	0	0	0	8 034 830 006	0	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 044 830 006	
84	Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipe Sociale et Territoriale	CP	0	0	0	41 479 713 768	0	0	0	0	0	0	77 659 724 399	0	125 139 438 167	
		AE	0	0	0	176 241 835 012	0	0	0	0	0	0	77 659 724 399	0	253 901 559 411	
TOTAL :		AE	1 368 895 552 494	590 924 602 950	280 371 181 218	2 591 125 721 121	339 279 525 530	167 447 582 982	283 528 480 311	106 343 174 365	1 220 294 740 279	124 578 134 774	0	7 078 814 706 030		
		CP	1 363 937 796 182	260 294 492 666	236 146 705 551	1 249 822 857 027	178 418 288 897	99 284 329 726	253 528 480 311	124 578 134 774	1 123 763 730 279	124 578 134 774	0	4 964 956 000 000		

Accédez aux paramètres pour activer Windows

**ANNEXE IX : TABLAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST**

**Projet de Loi de Finances Initiale 2023**

**TABLAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)**

Budget Général		Classification Economique - Catégorie de dépense													
		Ressources internes et ressources externes		Transferts courants				Investissements exécutés par l'Etat				Transferts en capital			
Classification fonctionnelle	Division	Charges financées		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	424 325 000 000	0	206 515 465 781	155 542 527 048	399 335 431 274	399 335 431 272	399 335 431 272	66 092 412 031	112 126 960 200	112 126 960 200	112 126 960 200	1 366 895 552 494	1 363 837 796 382	
02	DÉFENSE	0	0	168 629 646 848	53 780 833 855	984 988 288	984 988 288	984 988 288	24 170 402 696	197 208 237 678	197 208 237 678	12 748 621 000	590 924 602 950	260 294 492 688	
03	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	0	0	128 915 760 029	25 771 435 102	32 117 872 755	32 117 872 755	32 117 872 755	18 086 864 889	34 040 278 796	34 040 278 796	31 254 772 796	280 371 181 218	236 146 705 551	
04	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	0	21 950 978 772	18 920 371 397	458 582 460 298	458 582 460 298	458 582 460 298	388 663 462 027	521 620 211 927	521 620 211 927	361 905 984 535	2 581 125 721 127	1 249 622 857 027	
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	0	5 273 174 512	5 897 619 295	42 725 000 000	42 725 000 000	42 725 000 000	66 444 053 919	59 078 451 141	59 078 451 141	58 478 451 141	339 279 525 530	178 818 298 897	
06	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	0	2 004 839 228	2 142 922 089	18 053 333 522	18 053 333 522	18 053 333 522	124 263 422 641	57 100 198 393	57 100 198 393	19 983 075 492	107 447 582 965	99 264 329 126	
07	SANTÉ	0	0	56 913 734 805	18 576 193 927	53 890 277 000	53 890 277 000	53 890 277 000	110 335 924 052	13 812 350 517	13 812 350 517	13 812 350 517	283 528 480 311	253 528 480 311	
08	LOISIRS, CULTURE ET GUILTE	0	0	3 430 504 304	13 143 856 567	22 263 968 278	22 263 968 278	22 263 968 278	24 753 645 215	11 407 000 000	11 407 000 000	11 407 000 000	106 389 174 365	74 979 174 365	
09	ENSEIGNEMENT	0	0	672 710 189 221	96 627 993 053	217 237 716 004	217 237 716 004	217 237 716 004	84 091 097 537	53 096 734 414	53 096 734 414	53 096 734 414	1 220 294 740 279	1 123 763 130 279	
10	PROTECTION SOCIALE	0	0	6 856 706 500	5 349 247 657	38 481 052 583	38 481 052 583	38 481 052 583	31 647 228 034	42 434 000 000	42 434 000 000	42 434 000 000	134 578 134 774	124 578 134 774	
<b>Total</b>		<b>424 325 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 273 000 000 000</b>	<b>395 763 000 000</b>	<b>1 283 663 000 000</b>	<b>1 283 663 000 000</b>	<b>1 283 663 000 000</b>	<b>871 365 449 915</b>	<b>1 065 808 306 166</b>	<b>1 065 808 306 166</b>	<b>1 116 847 560 095</b>	<b>7 070 614 706 030</b>	<b>4 964 954 000 000</b>	

## ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2023

SITUATION PREVISIONNELLE DE TRESORERIE DE L'ANNEE 2023 (AVEC DEFICIT 5.5%) DU 30/09/2022													
(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
<b>I- RESSOURCES :</b>	<b>258 816</b>	<b>274 416</b>	<b>247 434</b>	<b>250 042</b>	<b>301 696</b>	<b>350 623</b>	<b>265 579</b>	<b>257 206</b>	<b>237 793</b>	<b>281 047</b>	<b>286 196</b>	<b>400 461</b>	<b>3 411 309</b>
I-1 Recettes :	258 816	274 416	247 434	243 342	301 696	350 623	265 579	257 206	237 793	281 047	286 196	360 461	3 364 609
Impôts et taxes	167 871	177 599	126 847	144 942	172 995	251 804	165 571	157 206	151 451	71 848,0964	178 960	249 852	2 116 947
Droits de porte	90 380	96 376	101 580	97 629	90 301	97 034	99 108	98 983	84 023	108 066	105 803	107 776	1 177 060
Autres Recettes non fiscales	565	441	19 006	770	38 400	1 784	899	1 017	2 319	1 134	1 433	2 833	70 602
<b>I-2 appuis budgétaires (dons budgétaires)</b>				<b>6 700</b>								<b>40 000</b>	<b>46 700</b>
<b>II- CHARGES :</b>	<b>375 756</b>	<b>798 396</b>	<b>512 801</b>	<b>559 119</b>	<b>407 914</b>	<b>509 528</b>	<b>486 018</b>	<b>394 659</b>	<b>465 290</b>	<b>456 837</b>	<b>423 918</b>	<b>486 653</b>	<b>5 876 890</b>
II-1 Dépenses obligatoires	289 843	585 011	314 210	354 499	241 806	312 958	304 910	156 411	227 547	271 446	188 453	254 949	3 502 043
Total Salaires et pensions	123 128	123 059	123 277	123 186	122 536	134 072	123 273	123 273	123 273	123 273	123 273	123 273	1 488 893
Salaires CCAP	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	1 092 597
Pensions	9 123	9 123	9 123	9 123	9 123	18 246	9 123	9 123	9 123	9 123	9 123	9 123	118 599
Salaires corps émergents	3 400	3 399	3 515	3 447	3 200	3 700	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	41 661
Salaires titres 3 et titre 5	1 850	1 850	2 056	1 923	1 700	2 300	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	23 679
Salaires sur compte de dépôt	14 105	14 037	13 933	14 043	13 863	15 176	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	169 157
Salaires collectivités territoriales	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	43 200
<b>Total dette publique</b>	<b>152 715,24</b>	<b>205 338,94</b>	<b>185 531,42</b>	<b>225 911,29</b>	<b>113 868,42</b>	<b>173 483,80</b>	<b>176 235,51</b>	<b>33 137,81</b>	<b>98 871,83</b>	<b>142 771,55</b>	<b>59 778,49</b>	<b>126 274,65</b>	<b>1 693 918,94</b>
Dette extérieure	80 773,36	158 573,72	129 821,13	184 834,25	56 246,32	96 722,46	82 436,29	26 730,22	91 433,75	61 020,05	48 486,74	84 267,47	1 101 345,78
principal	53 931	148 554	57 859	167 568	35 100	59 591	57 635	18 778	58 444	44 785	35 100	74 814	812 156,05
intérêt	26 843	10 020	71 962	17 266	21 147	37 132	24 801	7 953	32 990	16 235	13 387	9 454	289 189,73
Dette intérieure	71 941,88	46 765,21	55 710,29	41 077,04	57 622,10	76 761,34	93 799,21	6 407,58	7 438,08	81 751,50	11 291,75	42 007,18	592 573,16
Principal	55 184	29 655	41 250	26 696	56 122	59 794	77 355	5 333	-	70 641	5 567	29 862	457 458,27
intérêt	16 758	17 110	14 460	14 381	1 500	16 968	16 444	1 074	7 438	11 111	5 725	12 145	135 114,89
<b>Remboursement AIBD</b>		<b>251 211</b>											<b>251 211</b>
<b>Service rachat sur le marché intérieur</b>													
<b>Bourses</b>	<b>14 000</b>	<b>5 402</b>	<b>5 402</b>	<b>5 402</b>	<b>5 402</b>	<b>5 402</b>	<b>5 402</b>	<b>68 020</b>					
<b>II-2 Autres dépenses du Trésor :</b>	<b>67 106</b>	<b>189 332</b>	<b>167 536</b>	<b>173 279</b>	<b>139 460</b>	<b>165 336</b>	<b>156 556</b>	<b>208 711</b>	<b>210 365</b>	<b>162 864</b>	<b>212 938</b>	<b>206 930</b>	<b>2 060 413</b>
Dépenses de matériel et d'équipement	19 001	54 945	52 080	53 100	39 270	36 965	57 444	37 649	57 411	57 822	44 903	42 801	553 391

SITUATION PRÉVISIONNELLE DE TRÉSORERIE DE L'ANNÉE 2023 (AVEC DÉFICIT 5,5%) DU 30/09/2022													
(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
Tirages sur divers comptes de dépôt.....	48 106	134 386	115 456	120 179	100 190	128 371	99 112	171 062	152 954	105 042	168 035	164 129	1 507 022
<b>IL-3 Opérations de trésorerie .....</b>	<b>18 807</b>	<b>24 054</b>	<b>31 055</b>	<b>31 342</b>	<b>26 648</b>	<b>31 234</b>	<b>24 552</b>	<b>29 537</b>	<b>27 378</b>	<b>22 527</b>	<b>22 527</b>	<b>24 773</b>	<b>314 434</b>
Dépenses des collectivités territoriales.....	1 485	6 483	10 863	13 766	9 375	12 247	5 171	10 668	10 022	5 171	5 171	5 171	95 593
Nivellement CCP .....	3 841	3 335	5 626	3 119	3 281	3 106	3 500	3 601	3 500	3 500	3 500	3 500	43 409
OPEX .....	4 943	4 943	4 943	4 943	4 943	4 943	4 943	4 330	4 943	4 943	4 943	7 189	60 949
PCC/PCS .....	2 825	3 580	3 910	3 800	3 335	5 225	5 225	5 225	3 200	3 200	3 200	3 200	45 925
Autres opérations trésorerie (tirages PETROSEN, AIBD) .....	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	68 558
<b>DEFICIT .....</b>	<b>- 116 940</b>	<b>- 523 980</b>	<b>- 265 367</b>	<b>- 309 077</b>	<b>- 106 218</b>	<b>- 158 905</b>	<b>- 220 440</b>	<b>- 137 453</b>	<b>- 227 497</b>	<b>- 175 790</b>	<b>- 137 722</b>	<b>- 86 191</b>	<b>- 2 465 581</b>
<b>RESSOURCES DE FINANCEMENT .....</b>	<b>113 180</b>	<b>645 852</b>	<b>147 422</b>	<b>287 758</b>	<b>141 316</b>	<b>149 353</b>	<b>184 699</b>	<b>158 386</b>	<b>206 919</b>	<b>152 180</b>	<b>141 180</b>	<b>77 784</b>	<b>2 406 030</b>
Tirages programmes .....		75 000							50 000			33 000	158 000
<b>Emission sur le marché intérieur (proprio DEES) .....</b>	<b>100 000</b>	<b>381 211</b>	<b>130 000</b>	<b>200 000</b>	<b>130 000</b>	<b>136 000</b>	<b>125 000</b>	<b>30 000</b>	<b>1 752 211</b>				
Bons du Trésor par adjudication (opérations de trésorerie) .....		30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000		25 000	30 000	265 000
Obligations du Trésor .....	100 000	100 000	100 000	200 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	136 000	100 000		1 236 000
Rachat sur le marché intérieur .....													
<b>Refinancement AIBD .....</b>	<b>13 180</b>	<b>13 430</b>	<b>17 422</b>	<b>12 758</b>	<b>11 316</b>	<b>19 353</b>	<b>54 699</b>	<b>28 386</b>	<b>26 919</b>	<b>16 180</b>	<b>16 180</b>	<b>14 784</b>	<b>251 211</b>
<b>Autres ressources de trésorerie .....</b>	<b>13 180</b>	<b>13 430</b>	<b>17 422</b>	<b>12 758</b>	<b>11 316</b>	<b>19 353</b>	<b>54 699</b>	<b>28 386</b>	<b>26 919</b>	<b>16 180</b>	<b>16 180</b>	<b>14 784</b>	<b>244 608</b>
Mobilisation Traités et Effets .....	1 530	3 707	2 983	2 693	1 739	2 805	1 623	5 048	1 623	1 623	1 623	1 623	28 620
Remboursement nivellement CCP .....	3 815	3 335	5 625	3 152	3 393	5 727	44 811	3 607	3 500	3 500	3 500	3 500	87 465
Ressources des collectivités territoriales .....	3 743	4 304	4 478	3 978	6 139	6 244	6 282	17 747	16 853	9 074	9 074	7 678	95 593
Remboursement OPEX.....	4 092	2 084	4 336	2 935	45	4 577	1 984	1 984	4 943	1 984	1 984	1 984	32 930
<b>NB : Solde projeté du compte de règlement en début de période .....</b>	<b>68 554</b>	<b>64 794</b>	<b>186 666</b>	<b>68 721</b>	<b>47 401</b>	<b>82 498</b>	<b>72 946</b>	<b>37 206</b>	<b>58 138</b>	<b>37 561</b>	<b>13 951</b>	<b>17 409</b>	<b>.....</b>
<b>NB : Solde projeté du compte de règlement en fin de période .....</b>	<b>64 794</b>	<b>186 666</b>	<b>68 721</b>	<b>47 401</b>	<b>82 498</b>	<b>72 946</b>	<b>37 206</b>	<b>58 138</b>	<b>37 561</b>	<b>13 951</b>	<b>17 409</b>	<b>9 002</b>	<b>.....</b>

## ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE 2022

	Crédits ouverts fin août	Crédits pris en charge	Montants payés	Restes à payer
Acquisitions de biens et services .....	365.025.162.954	272.584.138.499	262.066.059.369	10.518.079.130
Investissements exécutés par l'Etat .....	244.247.157.730	105.492.948.390	98.703.335.896	6.789.612.494
<b>Total .....</b>	<b>609.272.320.684</b>	<b>378.077.086.889</b>	<b>360.769.395.265</b>	<b>17.307.691.624</b>
Transferts courants .....	1.076.015.939.046	821.568.388.491	818.472.745.450	3.095.643.041
Transferts en capital .....	919.565.106.295	723.070.649.270	722.129.478.619	941.170.651
<b>Total .....</b>	<b>1.995.581.045.341</b>	<b>1.544.639.037.761</b>	<b>1.540.602.224.069</b>	<b>4.036.813.692</b>
<b>Total général .....</b>	<b>2.604.853.366.025</b>	<b>1.922.716.124.650</b>	<b>1.901.371.619.334</b>	<b>21.344.505.316</b>

ANNEXE XII : LISTE DES PROJETS FINANCES SUR  
LES RECETTES D'HYDROCARBURES

Ministère	CHAPITRE	Catégories de dépenses	MONTANT 2023
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HOPITAL DE NIVEAU 3 A TIVAOUANE	Investissements exécutés par l'Etat .....	2.000.000.000
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT LOUIS	Investissements exécutés par l'Etat .....	3.195.285.714
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	Transfert en capital .....	1.000.000.000
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LABORATOIRES SCIENTIFIQUES	Investissements exécutés par l'Etat .....	10.000.000.000
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé sociale et Territoriale	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA MODERNISATION DES AXES ET TERRITOIRES FRONTALIERS (PUMA)	Transfert en capital .....	3.000.000.000
Ministère de la Justice	PROGRAMME MODERNISATION JUSTICE	Transfert en capital .....	10.000.000.000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR)	Transfert en capital .....	4.507.714.286
<b>TOTAL PROJETS FINANCES A PARTIR DES RECETTES D'HYDROCARBURES .....</b>			<b>33.703.000.000</b>

---

---

**PARTIE NON OFFICIELLE**

---

**ANNONCES**

*(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particulier*

---

Etude Bineta Thiam DIOP, *notaire à Dakar VI*  
Pikine Khouroumar - Cité Sotiba n° 204 bis

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.356/  
GR de Grand Dakar, appartenant à Monsieur Mbaye  
FAYE. 2-2

---

Cabinet d'Avocats HOUDA & Associés  
*Avocats à la Cour*  
66, Boulevard de la République, immeuble Seydou Nourou Tall,  
1<sup>er</sup> étage - B.P. 11.417 - Dakar, Sénégal

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du bail portant sur le  
Terrain d'une superficie de 95a 27 ca situé à Sébikhotane  
(banlieu de Rufisque), objet du titre foncier n° 16.803/R,  
et appartenant à la Société dénommée MENOCHA,  
représentée par ses co-gérantes Mesdames Mariam  
BEYDOUN et Amina OMAIS. 2-2

Etude de Maître Edouard Samuel SAGNA  
*Notaire*  
Rue Marie Immatriculée, près de l'Eglise Marie Immaculée,  
Parcelles Assainies, Unité 10, Lot n° 142/A,  
BP : 26.015 Dakar (Sénégal),

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.930  
R, appartenant à Monsieur Moctar DIALLO. 2-2

---

GENI & KEBE SCP D'AVOCATS  
47, Bd de la République - BP. 14392 / 15023  
DAKAR - SENEGAL

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.266/  
GR, appartenant à la Société Coopérative des Castors de  
la Marine (Cité Ponchardier). 2-2

---

Etude Mes Pélagie KANTISSA, Dominique SARR,  
Rachel Arkeita SYLVA & Antoine GOMIS  
*Notaires Associés*  
205 bis, Immeuble Mandela, Liberté VI, Extension Nord  
Face Camp LECLERC, Dakar (Sénégal)

**AVIS DE PERTE**

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.955/  
DK, propriété de Madame Marie Victorine JOUGA,  
épouse commune en bien de Monsieur Makhone Douta  
SECK. 2-2

---

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7538

---